



LUTTE CONTRE LA CONTREBANDE
**Plus de 350 saisies
opérées par les
douanes en trois mois**

P.2



LE MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE L'ANNONCE :
**« Le premier prototype de la voiture
électrique Made in Algeria
pratiquement prêt »**

P.16

L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION // MERCREDI 19 AVRIL 2023 // N°540 // PRIX 20 DA // Directeur de la publication : ZAHIR MEHDAOUI

LE GOUVERNEMENT « RÉQUISITIONNE » PLUSIEURS
MINISTÈRES, DONT L'INTÉRIEUR, LE COMMERCE ET
LES TRANSPORTS, DGSN ET GENDARMERIE MOBILISÉES

La « grosse artillerie » pour un Aïd El-Fitr tranquille

- 50 817 commerçants réquisitionnés pour l'Aïd El-Fitr
- Sûreté d'Alger : Un plan sécuritaire spécial Aïd El-Fitr
- La permanence s'étend aux vulcanisateurs et aux mécaniciens
- Les consignes de la Protection civile

Lire en page 3



Lire en pages 8 et 9



Conférence de Bandung, un prélude à l'internationalisation de la cause algérienne

P.4



SAISON ESTIVALE

Des camps de toile pour les enfants de la diaspora

P.16

La bataille de Djebel Kessal, une épopée révolutionnaire de lutte contre le colonisateur français

P.7

TRANSFORMATION
ET VALORISATION
DES RESSOURCES
MINIÈRES

**Un paquet
de projets
sera bientôt
mis en
œuvre**

P.6



Des cas d'inflammation après une
circoncision collective à Batna

Le ministre de la Santé s'exprime

P.2



DES CAS D'INFLAMMATION APRÈS UNE CIRCONCISION COLLECTIVE À BATNA :

LE MINISTRE DE LA SANTÉ S'EXPRIME

Le ministre de la Santé, Abdelhak Sayhi, s'est exprimé sur une affaire de circoncision collective qui a mal tourné à Batna. Organisée par une association, l'opération, qui concernait 35 enfants, n'a pas, en toute vraisemblance, respecté la loi interdisant les circoncisions collectives en dehors d'un milieu hospitalier.

Le ministre est revenu là-dessus. Depuis l'hôpital Salim-Zmirli, à Alger, il a affirmé que cette pratique était interdite. Dans le même temps, une enquête a été ouverte par les services de police à Batna pour déterminer les circonstances exactes de cette affaire qui aurait



pu se transformer en un scandale semblable à celui d'El Khroub en 2005. Entre le 12 et 13 avril, les services de l'hôpital d'Ali-N'mer, dans la daïra de Merouana, ont admis 12 enfants souffrant de complications à la suite d'une circonci-

sion collective. Des interventions urgentes ont été pratiquées pour éliminer tout danger.

Sur la totalité des enfants hospitalisés, neuf ont quitté l'établissement hospitalier après l'amélioration de leur état de santé.

LUTTE CONTRE LA CONTREBANDE

PLUS DE 350 SAISIES OPÉRÉES PAR LES DOUANES EN TROIS MOIS

Au total, les douanes algériennes ont mené 367 opérations de saisie durant le premier trimestre de l'année en cours sur l'ensemble du territoire algérien, a indiqué hier, un communiqué de la Direction générale des douanes.

Ces saisies, opérées partout en Algérie, notamment au niveau des frontières terrestre, aérienne et maritime, concernent des marchandises d'un montant de 1,119 milliard de dinars. Quant à la valeur des amendes résultant de ces infractions, elle s'élève à près de 12 milliards de dinars.

Selon le communiqué, 149 voitures, 25 camions, trois tracteurs, sept motocycles et neuf ânes ont été utilisés lors de ces tentatives de contrebande. D'autre



part, au moins 407 personnes sont suspectées d'y être impliquées.

Par ailleurs, les éléments des douanes ont réussi à récupérer 83 6260 kilogrammes de farine et de semoule, 612 520 kilogrammes de sucre, 3 834 kilogrammes de pâtes, 46 050 litres d'huile alimentaire, 27 625 litres de carburant, 6 857 unités de matériels sen-

sibles, 31 674 vêtements, 132 480 euros, 14 200 dollars américains ainsi que d'autres sommes en d'autres devises étrangères et d'autres produits tels que des médicaments. Enfin, près de deux tonnes de kif traité, 770 000 comprimés psychotropes et près de 14 kilogrammes de drogue de synthèse ont été saisis durant la même période.

TUNISIE

GHANNOUCHI, CHEF DU PARTI D'OPPOSITION ENNAHDHA, ARRÊTÉ

Les autorités tunisiennes ont arrêté lundi le chef du mouvement Ennahdha, Rached Ghannouchi, un des principaux opposants au président Kais Saïed accusé de dérive autoritaire, a indiqué sa formation. Ghannouchi, 81 ans, qui dirigeait le Parlement dissous en juillet 2021 par M. Saïed, est l'opposant le plus en vue à être arrêté depuis ce coup de force. L'homme a été arrêté par des policiers à son domicile à Tunis, a affirmé Ennahdha dans un communiqué, en dénon-

çant "ce développement extrêmement grave" et appelant à sa "libération immédiate".

Le vice-président d'Ennahdha, Mondher Lounissi, a affirmé lors d'une conférence de presse que M. Ghannouchi avait été emmené dans une caserne de police pour un interrogatoire et que ses avocats n'avaient pas été autorisés à y assister. Son arrestation survient après des déclarations rapportées par des médias, dans lesquelles Ghannouchi a affirmé ce

week-end que la Tunisie serait menacée d'une "guerre civile" si l'islam politique, dont est issu son parti, y était éliminé. Une source au ministère de l'Intérieur citée par les médias tunisiens a confirmé que l'arrestation de Ghannouchi était liée à ces déclarations. L'arrestation de M. Ghannouchi a eu lieu au moment de l'iftar, le repas de rupture de jeûne du Ramadhan et quelques heures avant la célébration par les fidèles de la nuit sacrée "du destin".

PLUSIEURS PALESTINIENS BLESSÉS LORS D'AFFRONTEMENTS AVEC LES FORCES D'OCCUPATION SIONISTES À EL KHALIL

Des dizaines de Palestiniens ont été blessés, lundi soir, lors d'affrontements avec les forces d'occupation sionistes dans la ville d'El Khalil, au sud de la Cisjordanie occupée, a rapporté l'agence de presse palestinienne Wafa. Selon la même source, les affrontements ont éclaté au poste de contrôle d'Abou Al-

Rish près de la mosquée Ibrahim, au cours desquels les soldats de l'occupation ont tiré des balles en métal recouvertes de caoutchouc, des grenades assourdissantes et des gaz lacrymogènes sur les citoyens. En conséquence, des dizaines de Palestiniens qui ont été asphyxiés ont été soignés sur le terrain.

LA JS SAOURA CHANGE D'ENTRAÎNEUR TOUS LES 75 JOURS!

La direction de la JS Saoura a nommé ce lundi le technicien Mounir Zeghdoud au poste d'entraîneur en chef du club. Mounir Zeghdoud, 52 ans, a signé un contrat de courte durée en prenant les rênes des Aigles de Béchar jusqu'à la fin de l'exercice actuel.

Ayant consommé jusque-là trois entraîneurs, Zerouati vient d'en nommer un quatrième, à savoir Mounir

Zeghdoud. Celui-ci a été, faut-il le rappeler, limogé par les dirigeants de l'USM El Harrach (USMH) en janvier dernier.

Ainsi, l'ancien international algérien devient le 4^e entraîneur à diriger la JSS, après le Tunisien Nassif Biaoui, Moufidi Cherdoud et enfin l'enfant du club Mustapha Djalit. C'est dire que la JS Saoura change d'entraîneur tous les 75 jours !

MARSEILLE

UNE FUSILLADE FAIT QUATRE BLESSÉS, DONT TROIS GRAVES

Plusieurs coups de feu ont été tirés dans la nuit de lundi à mardi, aux abords de la cité Félix Pyat, à Marseille. Quatre hommes ont été blessés, aucun suspect n'a été interpellé.

Il est environ 2h30, dans la nuit de lundi à mardi, quand la cité Félix Pyat, à Marseille, est réveillée par des coups de feu. Au

pied des immeubles, trois blessés graves et de nombreuses douilles de calibre 9mm. L'un a été touché par balle à la tête, l'autre à la cuisse et le dernier au thorax. Une autre victime, plus légère, a reçu des projections d'éclats dans l'œil, a appris Le Figaro de source policière confirmant une information de La

Provence.

À ce stade, aucun suspect n'a pu être interpellé et le mobile de la fusillade n'a pas été établi, mais les tirs ont éclaté à proximité d'un point de deal. « On ne peut pas exclure l'hypothèse de l'intimidation dans un contexte de trafic de stupéfiants », précise cette même source au Figaro.

LA FRANCE SOUHAITE RELANCER SON PROJET DE LOI SUR L'IMMIGRATION AVEC LA DROITE !

Le ministre de l'Intérieur se dit certain qu'un accord avec la droite peut être trouvé afin « d'avancer » sur ce texte « fort » qu'est celui de l'immigration. Gérard Darmanin, ministre de l'Intérieur, se dit certain qu'un accord peut être trouvé avec la droite sur son projet de loi sur l'immigration. Ce texte « fort » est gelé depuis un mois sur fond de grogne sociale. Ce mardi 18 avril, il a plaidé pour une reprise de l'examen parlementaire.

« Je souhaite qu'il y ait un projet de loi fort, je souhaite que ce soit le texte que j'ai proposé » et non pas de nouveaux textes, a déclaré Gérard Darmanin sur LCI.

Emmanuel Macron avait pourtant annoncé le 23 mars lors de son entre-

tien télévisé le découpage en « plusieurs textes » de ce projet de loi pour n'en garder que les aspects les plus consensuels, reportant de fait son examen au Sénat, contrôlé par la droite, initialement prévu fin mars. « Il faut qu'on avance. Les Français ont besoin d'un texte fort sur l'immigration pour lutter contre l'immigration irrégulière », a déclaré Gérard Darmanin.

« La Première ministre discute avec les forces parlementaires [...] et je suis toujours de ceux qui pensent qu'une grande partie des Républicains peuvent nous soutenir », a-t-il jugé. « Je suis sûr qu'avec les Républicains, on peut s'entendre sur cette question ».

L'EXPRESS

Quotidien national d'information

édité par la

SARL ADRA COM

Adresse : Maison de la presse Abdelkader safir,
02 Rue Farid Zouiouache,
Kouba, Alger

Tel/FAX Administration
et publicité: 023.70.99.92

DIRECTEUR
DE LA PUBLICATION:

ZAHIR MEHDAOUI

zahir.mehdaoui1969@gmail.com

Email:

redaction@express-dz.com

Site Web:

www.lexpressquotidien.dz

/ TEL/FAX: 023.70.99.92

Directeur
de l'administration
et des finances
NOURDINE BRAHMI
Service-pub@lexpressquotidien.dz

Impression SIA
Alger Bab Ezzouar

PUBLICITÉ :
S'ADRESSER À L'AGENCE
NATIONALE DE
COMMUNICATION D'ÉDITION
ET DE LA PUBLICITÉ ANEP

Alger : 1, avenue Pasteur

Tel : (021) 71.16.64 -

(021)73.71.28

Fax : (021) 73.95.59 -

(021)73.99.19

Mail :

agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz

LE GOUVERNEMENT « RÉQUISITIONNE » LES MINISTÈRES DE L'INTÉRIEUR, DU COMMERCE ET DES TRANSPORTS, DGSN ET GENDARMERIE MOBILISÉS

La « grosse artillerie » pour un Aïd el-fitr tranquille

Comme chaque année, les périodes de l'aïd el-fitr et el-kébir) sont des phases « sans » pour la vie quotidienne : transports défilants, commerces fermés, anarchie dans les déplacements des personnes, proliférations des « commerces parallèles », dont les taxis clandestins, etc. En bref, un casse-tête pour le citoyen.



Pour palier, le gouvernement a instruit plusieurs ministères, dont les plus en contact avec la vie quotidienne des citoyens, de faire en sorte que les choses soient maintenues dans leur état normal. De ce fait, plusieurs secteurs et départements ont été mobilisés, de même que, comme chaque année, DGSN et gendarmerie déploient leur « Plan aïd ». Pour les transports, ordre a été donné aux responsables de la gare routière du Caroubier, pour les bus, et la gare de l'Agha, pour les trains, de maintenir les services fonctionnels pendant les

deux jours de l'aïd. Pour le commerce, généralement marqué par des « villes mortes », tant tous les magasins ferment pendant deux longues journées, créant des zones de tensions au sein de la société, des dizaines de milliers de commerces ont été réquisitionnés, notamment pour approvisionner les citoyens en produits de base : lait, pain et légumes (lire ci-contre). De même gendarmerie et police, dans le tissu urbain ou dans les zones rurales, selon les compétences territoriales des uns et des autres, ont adopté des mesures strictes. Ces mesures ont

pour objectif la préservation de l'ordre public, de la quiétude et de la santé publiques, outre la protection des personnes, des biens publics et privés, ainsi que l'environnement. Les services de la Sûreté d'Alger s'attèlent également au lancement des campagnes de sensibilisation à l'adresse des conducteurs pour éviter l'excès de vitesse et les accidents mortels. A cette occasion, les services de la Sûreté d'Alger rappellent les numéros verts 15-48, 104 et de secours 17 outre l'application « Allo Chorta » pour tout signalement.

I.M.Amine

AÏD EL FITR : POUR PRÉVENIR LES ACCIDENTS DOMESTIQUES ET DE LA CIRCULATION

LES CONSIGNES DE LA PROTECTION CIVILE

La Protection civile a émis hier, dans un communiqué, en prévision de la célébration de l'Aïd El Fitr, une série de consignes destinées à prévenir les accidents domestiques et de la circulation, dont un "nombre important" est enregistré chaque année durant cette période.

Ainsi, en ce qui concerne les accidents domestiques, la Protection civile recommande "l'extrême vigilance et le strict respect des consignes préventives", précisant que la plupart de ces accidents surviennent au niveau de la cuisine en raison de la disponibilité d'équipement générant des risques (appareils de cuisson, huile de friture, robots mélangeurs, couteaux, produits détergents et chimiques, etc.).

La Protection civile met en garde, d'autre part, contre les jouets inadaptés ou non conformes (jouet à pile, jouet facilement démontable, peluche, etc.), qui présentent un "risque certain pour les enfants en bas âge".

Afin de réduire ces risques et leurs conséquences, la Protection civile appelle les parents à un "maximum de prudence", le choix du jouet et sa manipulation devant répondre aux consignes de sécurité.

A cet effet, il est recommandé de choisir les jouets adaptés à l'âge des enfants et de lire les avertissements, les messages de sécurité et les instructions d'assemblage accompagnant le jouet.

Il est, également, préconisé de privilégier les jouets sur lesquels apparaissent les coordonnées du fabricant ou de l'importateur.

En outre, il est recommandé de jeter rapidement tout emballage de jouet, comme les sacs et les emballages de plastique, la mousse, les broches, les attaches et les cordes, ces articles présentant un risque d'étouffement ou d'étranglement pour les enfants.

I.M.

PROGRAMME DE PERMANENCE
50 817
commerçants réquisitionnés pour l'Aïd el-Fitr

Les services du ministère du Commerce et de la Promotion des exportations ont tracé, à l'occasion de l'Aïd El-Fitr 2023, un programme de permanence pour assurer aux citoyens un approvisionnement régulier en produits de base et services de large consommation.

A cet effet, "2.407 agents de contrôle ont été mobilisés à travers tout le territoire national, pour veiller à l'application du programme de la permanence pour lequel 50.817 commerçants ont été réquisitionnés", a déclaré le conseiller chargé de l'information auprès du ministère, Amine Amara. Parmi ces commerçants, 6.772 commer-

cants activent dans le secteur des boulangeries, 27.987 commerçants dans le secteur de l'alimentation générale et des fruits et légumes, 15.787 commerçants dans le secteur des activités diverses, en sus de 463 unités de production, 131 laiteries, 290 minoteries et 40 unités de production d'eau minérale. Selon le même responsable, cette mesure intervient en application des dispositions de la loi 13-06 amendant et complétant la loi 04-08 relative aux conditions d'exercice des activités commerciales.

I.M./avec Aps

SÛRETÉ D'ALGER : Un plan sécuritaire spécial Aïd El Fitr

Les services de la Sûreté de wilaya d'Alger ont mis en place un plan sécuritaire et préventif à l'occasion de l'Aïd El Fitr en vue de garantir la sécurité des citoyens et de leurs biens, a indi-

qué lundi un communiqué de ces services.

« A l'occasion de l'Aïd El Fitr 2023, les services de la Sûreté d'Alger ont mis en place un plan spécial au niveau de son territoire de compétence prévoyant une série de mesures préventives et sécuritaires, visant à garantir la sécurité du citoyen et de ses biens », a précisé le communiqué.

Le plan prévoit plusieurs missions confiées aux services opérationnels à travers la mise en place des différents dispositifs de sécurité à l'image « des patrouilles pédestres et motorisées au niveau des lieux à forte affluence les deux jours de l'Aïd, à savoir les mosquées, les gares de transport public, les places publiques, les cimetières, les marchés », lit-on dans le communiqué.

A cette occasion, il a été procédé également au « renforcement du déploiement des forces de police au niveau des routes principales et secondaires connaissant une intense circulation

routière et la prise des mesures nécessaires pour assurer une surveillance efficace à travers les caméras de sécurité installées dans les rues et les stations », ajoute la même source. Parmi ces mesures figurent également « la présence permanente sur le terrain avant, durant et après l'Aïd dans le cadre d'une action de proximité, du service public tout en assurant une intervention rapide et efficace si nécessaire. »

POUR PARER AUX CREVAISONS ET AUTRES SOUCIS AUTOMOBILE La permanence s'étend aux vulcanisateurs et aux mécaniciens

La permanence pendant la fête de l'Aïd El Fitr n'est plus un souci qui fausse son caractère festif. À l'objet de rendre facile

le vécu des citoyens, le ministère du Commerce, et outre le suivi et le contrôle du respect du calendrier, des réquisitions sont établies en ce sens afin d'élargir les prestations de service à l'échelle nationale aux véhicules des particuliers.

Cette année, la nouveauté est que la permanence concerne aussi la mobilisation des vulcanisateurs et des mécaniciens ambulants pour apporter assistance aux citoyens. Une plateforme numérisée, appelée CNRC-ambulant, du Centre national du registre du commerce où les vulcanisateurs et mécaniciens ambulants, liés à cette plateforme, peuvent intervenir à tout moment à la demande des citoyens pour le dépannage ou de la maintenance.

Par ailleurs, le contrôle des autres activités liées à l'alimentation générale se poursuit par la mobilisation de quelque 2047 agents de contrôle, répartis sur les deux jours fériés de l'Aïd.

I.M.

Conférence de Bandung, un prélude à l'internationalisation de la cause algérienne

Depuis son élection en 2019, le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, s'est inspiré de l'esprit de Bandung en définissant clairement les grandes lignes de sa politique étrangère dont les fondements sont la non-ingérence, le respect du droit international...

Les célébrations du soixante-nième anniversaire de l'indépendance de l'Algérie coïncident avec le 68^e anniversaire de la tenue de la conférence de Bandung qui a permis de poser les jalons d'une internationalisation de la cause nationale au milieu des années 1950. La conférence de Bandung (18-24 avril 1955) en Indonésie a réuni 29 pays asiatiques et africains et quelque 600 délégués. Elle a contribué à l'accélération du processus de décolonisation, à l'émergence d'un nouveau groupe de pays qui forment le «tiers monde» et à dénoncer le système colonial inhumain qui sévissait encore dans certaines régions du monde. Ce rendez-vous, dont la portée historique revêt une grande importance pour l'Algérie, a marqué le début de la participation des représentants du Front de libération nationale (FLN) dans les fora internationaux pour faire entendre la voix du peuple algérien et lui permettre de recouvrer sa souveraineté. En effet, une année après le déclenchement de la glorieuse Guerre de libération nationale le 1^{er} novembre 1954, les responsables de la Révolution ont décidé de mener, en plus de la lutte armée, une action diplomatique, avec comme toile de fond, l'idée de revendiquer ouvertement et encore une fois, l'indépendance, «dans le but de faire de la question algérienne une réalité pour le monde entier avec l'appui de tous nos alliés naturels», écrivaient alors les membres fondateurs du FLN. Ainsi, la diplomatie algérienne a amorcé une

étape décisive de son histoire à travers la conférence de Bandung, étant le premier rassemblement afro-asiatique où les militants de la cause nationale avaient prouvé leur capacité à défendre la cause algérienne et leur perspicacité diplomatique et politique dans la mobilisation de différents médias. L'Algérie, qui était alors en guerre, avait participé en tant qu'observateur avec une délégation emmenée par Hocine Aït Ahmed, M'hamed Yazid, Saad Dahleb, Tayeb Boulahrouf et autres qui sont parvenus à inscrire la question algérienne au débat, lors duquel des hommes d'Etat, à l'image de l'ancien président indonésien Soekarno ou de l'ex-Premier ministre indien Jawaharlal Nehru, avaient été convertis à la thèse nationale. Les leaders afro-asiatiques ayant pris part à la rencontre de Bandung avaient plaidé, au bout de sept jours de débats, pour un nombre de principes, entre autres le respect des droits humains, la souveraineté et l'intégrité territoriale de toutes les Nations, l'égalité de toutes les races et l'égalité de toutes les Nations, la non-intervention et la non-ingérence dans les affaires internes des pays, l'abstention d'actes ou de menaces d'agression ou de l'emploi de la force contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique d'un pays et le règlement des conflits internationaux par des moyens pacifiques. Par ailleurs, la conférence de Bandung a constitué un prélude à l'inscription de la question algérienne à l'ordre du



jour de la session ordinaire de l'Assemblée générale de l'ONU, le 30 septembre 1955.

L'ALGÉRIE CONTINUE DE S'INSPIRER DE L'ESPRIT DE BANDUNG

Les militants de la cause nationale avaient alors surfé sur l'élan de solidarité et de sympathie des pays du «tiers monde», qui a permis à la question algérienne de prendre définitivement une dimension internationale, avec l'ouverture d'un bureau du FLN à New York ainsi que l'adoption, en 1960, d'une résolution reconnaissant «le droit du peuple algérien à la libre détermination et à l'indépendance». La conférence de Bandung a, en outre, été un jalon important dans la constitution du Mouvement des non-alignés (MNA) en 1961 à Belgrade, où des pays afro-asiatiques ont affirmé leur volonté de rester à l'écart de la rivalité entre les blocs Est et Ouest. Depuis son élection en 2019, le

président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, s'est inspiré de l'esprit de Bandung en définissant clairement les grandes lignes de sa politique étrangère dont les fondements sont la non-ingérence, le respect du droit international, la construction d'un nouvel ordre politique et économique mondial, le droit des peuples à l'autodétermination et le soutien aux peuples colonisés. Grâce à une diplomatie très active, l'Algérie affiche notamment un soutien indéfectible en faveur des causes justes des peuples palestinien et sahraoui qui luttent pour recouvrer leurs droits fondamentaux. En effet, durant les dix années qui ont suivi la tenue de la conférence de Bandung, 31 pays africains, dont l'Algérie, ont arraché leur indépendance, marquant par là la fin de l'ère coloniale, à l'exception de la Palestine qui vit encore sous le joug de l'occupation sioniste et le Sahara occidental, dernière colonie en Afrique,

dont le peuple mène aujourd'hui un rude combat pour son autodétermination. Dans son allocution à l'occasion de la réunion au sommet du groupe de contact du MNA dont les travaux se sont tenus le 2 mars à Bakou (Azerbaïdjan), prononcée en son nom par le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane, le président de la République avait réaffirmé l'attachement constant de l'Algérie aux principes et objectifs du MNA qui ont prouvé, au fil des événements ayant structuré les relations internationales, leur justesse et validité dans le contexte actuel. A cet égard, le Président Tebboune avait appelé l'ensemble des pays membres à l'impératif de «renouveler leur engagement vis-à-vis du mouvement et de redoubler d'efforts pour redynamiser son rôle dans le rééquilibrage des relations internationales, marquées par de nouveaux défis et enjeux».

APS

ABDELHAKIM BELABED :

Développer une éducation physique et sportive de qualité

Le ministre de l'Éducation nationale, Abdelhakim Belabed, a salué les décisions prises par le président de la République Abdelmadjid Tebboune lors du dernier Conseil des ministres concernant le sport scolaire. Dans une déclaration faite à la presse, à l'issue d'une réunion de coordination avec les associations de parents d'élèves, le ministre a affirmé que «les décisions prises en Conseil des ministres concernant le sport scolaire sont stratégiques et importantes et uniques», précisant que «l'élaboration d'un véritable plan pour le sport scolaire permettra d'élever le niveau de l'éducation physique et sportive dans le système éducatif et de favoriser l'éducation et le sport dans le système éducatif, en particulier dans le cycle primaire, à travers un cadrage spécialisé de cet article». Belabed a révélé qu'«à partir de la prochaine rentrée scolaire, le ministère de l'Éducation nationale procèdera à l'encadrement des élèves dans la matière d'éducation physique et sportive par des professeurs spécialisés dans la matière, diplô-

més des universités algériennes», considérant que «ce gain stratégique permettra la promotion du parrainage dans cet aspect et élever le niveau de performance au niveau des écoles». S'agissant de la création d'une direction générale des sports scolaires dans le secteur de l'éducation, le ministre a souligné qu'il s'agit «d'une étape importante pour assurer la gestion et l'activation optimales de l'éducation physique en milieu scolaire». Par la même occasion, le ministre a affirmé que «sa rencontre avec les asso-

ciations de parents d'élèves vise à combiner avec le partenaire social et l'impliquer pour concrétiser les décisions du Conseil des ministres et accompagner le secteur dans ces grands dossiers». Il a précisé qu'«un examen d'évaluation pour le cycle primaire sera également discuté et que les représentants de ces associations seront informés de toutes les étapes qui ont été franchies et de celles qui restent, afin de prendre leurs avis sur ces questions». Pour rappel, le président de la République, Abdelmad-

jid Tebboune, avait ordonné le lancement de l'opération recrutement de 12.000 enseignants diplômés spécialisés pour encadrer le sport scolaire, ainsi que «la création d'une direction générale des sports scolaires dans le secteur de l'Éducation nationale». A cette occasion, le président Tebboune avait salué «la démarche quant à l'élaboration d'un véritable plan de base du sport scolaire pour ouvrir de nouveaux horizons à la jeunesse en tant que réservoir de l'élite sportive».

R.N.

Des officiers de l'Ecole militaire supérieure de l'information et de la communication en visite à l'APN

Une délégation d'officiers du cursus de formation pratique à l'Ecole supérieure militaire de l'information et de la communication de la 1^{re} Région Militaire a effectué une visite pédagogique au siège de l'Assemblée Populaire Nationale, indique l'institution dans un communiqué. Les officiers ont examiné, à cette occasion, l'hémicycle de l'Assemblée où ils ont reçu

des explications sur les différentes étapes du processus d'étude et de débats des lois. Ils se sont également enquis du service de l'audiovisuel sur les techniques d'enregistrement et de transmission du son et de l'image. La délégation a assisté, aussi, à une partie des travaux de la réunion de la commission des affaires juridiques, administratives et des liber-

tés, puis s'est rendue à la commission de l'éducation et de l'enseignement supérieur, où elle a écouté une présentation des travaux de l'Assemblée et les commissions, présentée par le président de la commission, Saleh Djaghloul. Les officiers ont également été reçus par Allal Boutheldja, vice-président de la Chambre basse du Parlement.

R.N.

NOUREDDINE BENBRAHAM EN FAIT L'ANNONCE

Bientôt un Forum de la société civile pour le dialogue, la citoyenneté et le développement local

M. Benbrahem a valorisé les nombreuses actions de solidarité menées par différentes instances et associations de la société civile durant ce mois sacré, appelant à poursuivre et à développer ces initiatives louables tout au long de l'année...

Le président de l'Observatoire national de la société civile (ONSC), Noureddine Benbrahem, a annoncé, il y a quelques jours, à Boumerdes le lancement prochain par son organe du Forum de la société civile pour le dialogue, la citoyenneté et le développement local avec la participation des représentants de toutes les wilayas. Dans une déclaration à la presse après avoir inspecté avec le wali de Boumerdes, Yahia Yahiatene, nombre de restaurants Errahma gérés par des associations de la société civile, M. Benbrahem a fait savoir que ce forum qui "sera lancé dans les prochains six mois constituera une étape qui regroupera toutes les questions de la société et les conditions de vie du citoyen ainsi que ses besoins dont l'action caritative, le chômage, l'intégration économique et d'autres". Ce forum se veut également une "halte pour le dialogue direct sur la réalité du développement et de la citoyenneté, entre les Pouvoirs publics locaux et les membres de la société civile en vue de définir les priorités et élaborer les programmes et les projets à adopter par la société civile en fonction des spécificités de chaque wilaya". Il a, en outre, fait état de la création de ce forum au niveau local dans sept (7) wilayas pilotes jusqu'à présent avant de le généraliser aux autres wilayas pour que chaque



wilaya ait son propre forum, ajoutant que cette opération sera suivie par la structuration de ces forums en un seul forum national regroupant plus de 700 membres issus de toutes les wilayas. Pour le président de l'ONSC, ce forum est "le mécanisme ou la formule du dialogue en vue d'aplanir tous les obstacles pour les Pouvoirs publics, l'ONSC et les asso-

ciations de la société civile mais aussi pour débattre sur les préoccupations majeures du citoyens conformément aux instructions du Président de la République données lors de la rencontre Gouvernement-Walis". "En tant qu'Observatoire national, nous souhaitons tenir ce Forum de façon pérenne et lancer cette action par une représentation catégo-

rielle des associations de la société civile, pour devenir, petit à petit, une action thématique spécialisée dans des questions définies, en fonction des priorités découlant des premières rencontres de ce Forum", a-t-il ajouté. Lors de la visite d'un restaurant "Errahma" géré par l'Association "Kafil el Yatim" dans la région de Sidi Yahia (commune de Tidjelabine-est), M. Benbrahem a valorisé les nombreuses actions de solidarité menées par différentes instances et associations de la société civile durant ce mois sacré, appelant à poursuivre et à développer ces initiatives louables tout au long de l'année. Dans le même contexte, il s'est félicité de cette "dynamique de solidarité" constatée durant le mois de Ramadhan à travers l'ensemble du territoire national, étant l'expression de la profondeur de la cohésion sociale entre toutes les franges du peuple algérien, qui partagent des valeurs sociétales nobles. Plusieurs restaurants "Errahma" de la wilaya ont été inspectés lors de cette visite, à l'instar du restaurant "Iftar el Sayiim" de l'Association "Kafil el Yatim" de la région Ben Denoun (commune de Khemis El Khechna-ouest) qui offre quotidiennement des repas à plus de 200 jeûneurs, entre personnes de passage et familles démunies.

Y. B.

LUTTE ANTIDROGUE

«Le Maroc cherche à inonder l'Algérie de Kif», selon le commissaire Faouzi Moualek

La Sûreté de wilaya d'Alger a organisé, en coordination avec les services de la Gendarmerie nationale, des actions de sensibilisation en direction des jeunes, des écoliers et de leurs parents sur les dangers de l'utilisation négative d'internet par les enfants, a indiqué dimanche un communiqué des mêmes services. Ces actions interviennent dans le cadre de la campagne nationale de sensibilisation lancée par la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN) sur les dangers de l'utilisation négative d'internet par les enfants.

Au vu des saisies opérées au quotidien par les services de sécurité (ANP, police et gendarmerie) concernant les différentes drogues, une «augmentation effarante» a été constatée par les services concernés. En effet, depuis quelques mois, selon le commissaire divisionnaire Faouzi Moualek, «Une augmentation effarante du nombre d'affaires liées au trafic et usage illicite des drogues est constatée», a-t-il indiqué en poursuivant : «Comparé à l'année de 2018, les chiffres ont doublé», a-t-il alerté en donnant pour preuves : «32742 affaires liées au trafic de drogue ont été traitées durant l'exercice du 1er trimestre de 2023, en plus de l'arrestation de 30752 individus impliqués.»

Et de poursuivre à ce sujet : «Si l'on se met à comparer avec les années précédentes, les chiffres cités sont pratiquement le double de ce qui a été enregistré en 2018», regrette-t-il, avant de préciser que les affaires liées aux psychotropes sont les plus nombreuses, avec celles de la résine du cannabis, au vu des quantités saisies quotidiennement par les

forces de sécurité. Ce qui inquiète le plus quant aux psychotropes, poursuit le commissaire divisionnaire, c'est la facilité de leur acquisition.

«Les autres drogues comme la cocaïne sont présentées à des prix onéreux, c'est-à-dire qu'ils ne sont pas à la portée de tout le monde», explique Faouzi Moualek, qui dévoile : «durant la même période, nous avons pu récupérer plus de 14 kg de cocaïnes, et 1 kg d'opiacé et héroïne.»

Etayant son argumentaire sur l'origine des psychotropes, Faouzi Moualek a révélé : «Les laboratoires de fabrication des psychotropes se situent dans les zones de conflit, comme le nord Niger et le Mali.

Il existe des complicités à internationales, des interconnexions parmi les groupes criminels», analyse le commissaire divisionnaire, en détaillant : «nous sommes entourés de fléaux, et notre voi-

sin ne nous facilite pas la tâche par rapport à la résine de cannabis.» En dépit de tout, soutient l'invité de la Radio Algérienne, «l'Algérie s'adapte à toutes les situations et ne lésine pas sur les moyens de lutte contre le trafic de drogue. Nous avons toujours œuvré avec nos partenaires sur le terrain pour essayer de freiner ce trafic qui devient de plus en plus important», a-t-il affirmé

R. N.

Les rencontres avec la société civile renforcent la communication avec les citoyens

Le médiateur de la République, Abdelmadjid Ammour, a affirmé lundi depuis Laghouat, que les rencontres avec la société civile sont susceptibles de renforcer la communication entre l'administration et les citoyens. S'exprimant lors d'une rencontre avec les représentants de la société civile organisée en marge de sa visite de travail dans la wilaya, M. Ammour a indiqué que de "telles rencontres sont susceptibles de renforcer les canaux de communication entre l'administration et les citoyens, tout en consacrant la démocratie participative". Il a, dans ce sillage, souligné que le président de la République M. Abdelmadjid Tebboune accorde un grand intérêt à la promotion du cadre de vie du citoyen et la prise en charge de ses préoccupations, en application de ses 54 engagements. Et d'ajouter : "les acquis réalisés en matière de développement local, notamment dans les régions enclavées, reflètent véritablement la concrétisation de ces engagements, qui

n'auraient pas été possibles sans son attention particulière et suivi rigoureux pour mettre en œuvre les décisions prises et la concrétisation de l'ensemble des programmes publics ayant pour objectif de répondre au mieux aux attentes du citoyen, tout en œuvrant à éradiquer les obstacles bureaucratiques et consacrer la bonne gouvernance". Auparavant, M. Ammour accompagné des autorités de la wilaya, a visité la zone agricole de Araare relevant de la commune d'Oued Morra (100 km nord de Laghouat), où il a mis en relief l'importance de développement de l'activité agricole dans la région, soulignant que l'Etat s'attelle à accompagner les agriculteurs et prendre en charge leurs préoccupations. Il a, à cette occasion, mis l'accent sur la nécessité de concrétiser tous les programmes retenus en faveur de la wilaya en matière de raccordement des exploitations agricoles au réseau électrique, afin de permettre de satisfaire les nouvelles demandes au titre des

prochains programmes. Le médiateur de la République a également écouté des explications sur la situation actuelle de l'ensemble des projets d'électrification, avant d'inspecter la route reliant la localité de Madna à Oued Morra sur 31 km. Lors de sa tournée, il s'est enquis de la réalisation d'une salle de soins dans la région d'El-Hadjeb (commune de Tadjemout) en plus d'autres projets, dont un puits artésien, un château d'eau, un réseau d'alimentation en eau potable, un réservoir de gaz propane, un stade de proximité doté d'une pelouse artificielle, ainsi que des opérations d'aménagement urbain y compris le revêtement de routes et l'installation de l'éclairage public). Le médiateur de la République a présidé, en outre une cérémonie de remise de trois camions-citerne d'une capacité de 10.000 litres au profit des communes d'Oued Morra, Ksar El-Hirane, Sidi Ali, afin de renforcer l'alimentation des habitants des zones reculées en eau potable.

R. N.

TRANSFORMATION ET VALORISATION DES RESSOURCES MINIÈRES

Un paquet de projets sera bientôt mis en œuvre

Les 26 projets d'exploration constituent la locomotive de la relance du secteur des mines, et ce, à travers l'exploration pour identifier les réserves en la matière. Cette opération permettra d'ouvrir la voie aux investisseurs désirant se lancer dans le domaine des mines...



La stratégie de relance du secteur des mines vise à produire et à mettre à disposition des industries de transformation les matières premières nécessaires. Une stratégie qui s'articule autour de l'exploitation et surtout de la valorisation des ressources minières dans 26 projets d'exploration. C'est ce qu'a indiqué Mohamed président-directeur général de l'entreprise Manadjim El Djazaïr (Manal), Sakhri Harami, lors de son passage sur les ondes de la Radio nationale, annonçant que plusieurs usines spécialisées en valorisation des ressources minières vont entrer en activité dans les prochains jours. «Les 26 projets d'exploration constituent la locomotive de la relance du secteur des mines, et ce, à travers l'exploration pour identifier les réserves en la matière. Cette opération permettra d'ouvrir la voie aux investisseurs désirant se lancer dans le domaine des mines», indique Harami. Selon lui, ce projet visera à renouveler complètement la chaîne de valeurs à même de couvrir les besoins du marché national et réduire de la sorte la facture d'importation en la

matière. Evoquant les réserves que recèle le gisement de Gara Djebilet (Tindouf), Harami fait état d'une quantité d'un milliard et 300.000 tonnes de fer exploitable, outre les 80 millions de tonnes dans le gisement d'Ouenza (Tébessa). Pour le granulat, l'on recense une réserve de près d'un milliard de tonnes, alors que les réserves en minéraux sont estimées à 400 millions de tonnes. «On peut dire que les réserves globales atteignent les 5 milliards de tonnes», poursuit-il. A propos de la stratégie d'exportation du secteur des mines, le PDG de Manal insiste que l'exportation concerne les produits miniers valorisés. «Nous avons achevé l'installation de plusieurs usines de valorisation des ressources minières. Elles entreront en activité dans les jours à venir telles que celle de la bentonite à Maghnia (Tlemcen), deux usines de carbonate à Sig (Mascara) et à El Khroub (Constantine) et une usine de feldspath à Annaba», détaille-t-il. Concernant le projet de zinc prévu à Amizour (Bejaïa), Harami fait savoir que plusieurs étapes ont été finalisées tandis que les études des

risques écologiques se poursuivent. «Les études relatives à ce projet ont pris beaucoup de temps pour identifier quel impact environnemental pourrait-il avoir, ainsi que la définition de toutes les techniques de maîtrise des risques», dit-il. Il rappelle, dans la foulée, que le projet devrait produire près de 170.000 tonnes/an de zinc et 30.000 tonnes/an de plomb. Pour sa part le président-directeur général de Feraal (entreprise nationale du fer et de l'acier),

Ahmed Benabbas, revient sur le projet de Gara Djebilet et les perspectives y afférentes. «La convention de partenariat conclue, jeudi dernier, entre Feraal et Tosyali vise, dans un premier temps, à mettre sur pied une entreprise mixte devant entreprendre la réalisation d'une usine dans la wilaya de Béchar. Cette usine produira le condensé de fer après la valorisation de la matière brute extraite, lequel sera destiné au groupe Tosyali. Quant à la 2e

étape, elle commencera en 2026 avec la mise en service de la voie ferrée. Ce qui permettra d'accroître la production à même d'atteindre 5 millions de tonnes de fer, laquelle nécessite entre 8 et 10 millions de tonnes de fer brut. «La mise en exploitation du tronçon ferroviaire prévue à Tindouf permettra de réduire nettement les coûts du transport des quantités produites», appuie-t-il. Dans ce sillage, il relève qu'un 2e projet similaire verra le jour avant la fin de l'année en cours avec les partenaires chinois. Il s'agit d'assurer, explique-t-il, une production destinée à l'exportation vers la Chine et la Turquie. «La première phase concerne une production de 500.000 tonnes de fer censée être augmentée après l'achèvement du projet de la voie ferroviaire», dit-il. Selon ses affirmations, la capacité de production de fer augmentera, en phase finale du projet, à 50 millions de tonnes/an. L'entreprise Feraal entend également approvisionner le complexe sidérurgique de Bellara (Jijel) en pellets pour une utilisation directe dans les fourneaux.

R. E.

Y. B.

CPA : bientôt de nouveaux produits de la finance islamique

Dans le cadre de la finance islamique, le Crédit populaire d'Algérie (CPA) lancera prochainement de nouveaux produits de financement destinés à des projets d'investissement, selon le chef de la Division finance islamique du CPA, Sofiane Mazari qui a expliqué à l'APS que «les nouveaux produits qui seront lancés par la CPA, dans le cadre de la finance islamique, concerne le financement des entreprises qui approvisionnent les matières premières». Le responsable a expliqué que «la nouvelle attitude de la banque publique réside dans l'accompagnement des institutions souhaitant concrétiser des projets d'investissement, durant le cycle d'exploitation, notamment en finançant l'approvisionnement en matières premières

dans leur cycle de production, ce qui contribuera à réussir la reprise économique». Sofiane Mazari a déclaré que «l'un des objectifs de la finance islamique est de contribuer au financement de l'économie nationale, en attirant l'épargne et en la réinjectant à nouveau pour financer l'activité d'investissement en particulier, à la lumière de la disponibilité du cadre juridique réglementant». «Ces nouveaux produits s'ajouteront au guichet islamique qui a été lancé par le CPA fin 2022 et qui est destinés aux entreprises et aux professionnels pour financer des investissements immobiliers voire d'équipement, qui vise à «encourager les institutions souhaitant investir en concrétisant leurs projets en leur octroyant

des prêts pour acquérir ces produits à travers la fenêtre islamique», ajoute le responsable. Mazari a expliqué que «le CPA a réussi, dans le cadre de la finance islamique, à collecter 23 milliards de dinars de dépôts jusqu'à fin mars, la plupart auprès de particuliers, annonçant de nouveaux produits de financement qui renforceront l'enveloppe actuelle allouée aux particuliers, à l'instar des financements destinés à la préparation de logements». Il a révélé aussi «l'existence d'un programme d'extension du réseau des guichets de la finance qui est actuellement présent à travers 96 guichets sur l'ensemble du territoire national, devant être renforcés par 15 autres à l'avenir».

COMPLEXE PÉTROCHIMIQUE D'ARZEW

Le P-DG de Sonatrach s'enquiert de l'état d'avancement du projet

Le Président-directeur général (P-dg) du groupe Sonatrach, Toufik Hakkar, a effectué une visite de travail et d'inspection dans la zone industrielle d'Arzew, en compagnie de plusieurs cadres dirigeants, où il s'est enquis du taux d'avancement du projet du complexe de production de méthyl tert-butyl éther

(MTBE), dans le cadre des visites sur le terrain qu'il effectue dans plusieurs installations industrielles relevant de Sonatrach, a indiqué lundi un communiqué du groupe.

A cette occasion, M. Hakkar a suivi un exposé technique sur ce projet, lancé le 19 juin 2022, et dont la mise en produc-

tion est prévue pour juin 2025. Les travaux de sa réalisation ont été confiés au Groupement sino-algérien CNTIC/LPEC, dans le cadre d'un contrat "ingénierie, approvisionnement et construction" (EPC), en collaboration avec la sous-traitance algérienne représentée par la Société nationale de génie civil et bâti-

ment (GCB) SPA, filiale de Sonatrach, précise le communiqué. Pour Sonatrach, le parachèvement de cette nouvelle installation de production, dont la durée de réalisation est estimée à 36 mois, s'inscrit dans le cadre du programme de développement de l'industrie pétrochimique, initié par Sonatrach dans son plan d'investissement à moyen terme, avec une capacité de production de 200.000 tonnes/an.

La réalisation de cette installation industrielle permettra de produire du MTBE, utilisé comme additif pour la fabrication de l'essence sans plomb au niveau des raffineries, et partant mettre fin à son importation, atteindre l'auto-suffisance et se diriger vers l'exportation d'ici à 2025, ajoute la même source.

R. E.

R. E.

LES PRIX DU PÉTROLE REPARTENT À LA HAUSSE

Les prix du pétrole ont de nouveau augmenté hier dans les échanges électroniques, après avoir chuté de 2% lors de la session précédente, en conjonction avec les données économiques chinoises indiquant une reprise économique. Ainsi, le Brent a augmenté à 85,06 dollars le baril, soit 0,30%, ou 35 cents, à 07h20 GMT, tandis que le brut américain West Texas Intermediate a augmenté de 26 cents, ou 0,32%, à 81,09 dollars le baril. Les prix ont chuté lundi dernier, avec la hausse du dollar alors que l'on s'attendait à ce que la Réserve fédérale (la

banque centrale américaine) relève les taux d'intérêt en mai, ce qui saperait les espoirs de reprise économique, selon Reuters. Les données officielles ont montré aujourd'hui, mardi, que l'économie chinoise a enregistré une croissance plus élevée que prévu au premier trimestre, s'élevant à 4,5 % sur une base annuelle. Les données sur les ventes au détail et la production industrielle de la Chine seront également publiées plus tard dans la journée.

La bataille de Djebel Kessal, une épopée révolutionnaire de lutte contre le colonisateur français

Le professeur Abdelkader Boutadjine, chercheur en histoire de la région, a souligné que la bataille du mont Kessal est considérée comme l'une des batailles les plus féroces dans l'Ouest du pays, au cours de laquelle les moudjahidine ont remporté une grande victoire,....

La bataille de Djebel Kessal dans la wilaya d'El Bayadh reste le témoin d'une épopée révolutionnaire de lutte armée contre le colonisateur français et une des étapes importantes marquant les immenses sacrifices du peuple algérien pour le recouvrement de la souveraineté nationale. La bataille a été menée par deux bataillons de l'Armée de libération nationale (ALN), dirigés par les deux martyrs Didani Ahmed, appelé Lazreg, et Guettaf M'hamed, le 18 avril 1958, sur les hauteurs du mont Kessal, non loin des communes de Stitten et d'El Bayadh, qui se caractérise par la densité de sa végétation et ses sentiers accidentés, qui en ont fait une place fortifiée que les moudjahidine ont utilisée comme base pour lancer de nombreuses opérations contre l'armée coloniale française dans la région. La bataille est intervenue suite à l'attaque menée, le soir du 17 avril 1958, par le bataillon de Guettaf M'hamed contre l'armée coloniale dans le village de Stitten que la soldatesque coloniale barbare avait fait évacuer de ses habitants en juillet 1957, le déclarant zone interdite et placé ces derniers dans un camp de la zone "Mekther". Selon la Direction des Moudjahidine et des Ayants droit, l'attaque avait fait 75 morts et plusieurs blessés parmi les soldats français, tandis que d'autres ont pris la fuite. Après cette attaque qui a vu la destruction de véhicules militaires ennemis, le bataillon a regagné le mont Kessal la nuit tombée, sans déplorer de perte parmi les moudjahidine. Les traces de balles de cette attaque sont toujours présentes dans la commune de Stitten et témoignent de cet événement historique. En représailles à cette opération réussie des moudjahidine, le colonisateur français a mobilisé un grand nombre de soldats et du matériel militaire, et assiégé de nuit Djebel Kessal. Vers six heures du matin, l'armée coloniale a commencé à bombarder les positions des moudjahidine de l'Armée de libération nationale avec des canons et des avions de combat. Les forces terrestres de l'armée coloniale ont commencé à se déplacer, mais les moudjahidine, en exécution des ordres de son commandement du jour, les ont laissées gravir la montagne et n'a répondu qu'après que les soldats français se soient retrouvés à un jet de pierre, leur faisant subir de lourdes pertes en vies humaines, a-t-on relevé à la direction des Moudjahidine et Ayants droit. Les avions ont repris les bombardements, ciblant les positions des moudjahidine et la bataille s'est poursuivie ainsi toute la journée. Cette bataille héroïque, qui a duré plus de 13 heures et a été couverte, à l'époque, par plusieurs médias internationaux, 11 moudjahidine et héros de l'Armée de libération nationale sont tombés au champ d'honneur, dont neuf sont morts en martyrs au cours de la bataille et deux d'entre eux ont succombé plus tard à leurs graves blessures, a ajouté la même source. La bataille a également vu la mort d'environ 500 soldats français et de nombreux blessés, en plus d'avoir occasionné des dommages à plusieurs avions, qui ne se sont pas écrasés, et la destruction de véhicules militaires. Les bombardements aveugles de l'armée de l'air française ont également contribué à faire augmenter le nombre de



morts parmi les soldats français dans cette bataille, selon la même source. Le colonisateur français a eu des réactions brutales et barbares, car le 19 avril, suite à cette bataille, une vaste opération de ratissage a été menée dans la région et ses environs, mais sans parvenir à trouver les moudjahidine. C'est alors que les soldats français se sont vengés sur la population et les nomades, menant des raids dans les villages et procédant à des arrestations arbitraires de citoyens sans défense. Pour sa part, le professeur Abdelkader Boutadjine, chercheur en histoire de la région, a souligné que la bataille du mont Kessal est considérée comme l'une des batailles les plus féroces dans l'Ouest du pays, au cours de

laquelle les moudjahidine ont remporté une grande victoire, malgré le manque d'armes par rapport au grand nombre de soldats ennemis et leur équipement lourd, mais la planification habile des chefs de cette bataille a permis d'infliger de lourdes pertes au colonisateur. Au terme de la bataille, le colonisateur français a envoyé ses avions de guerre pour surveiller les moudjahidine et bombardé au napalm les montagnes de la région de "Tassina" (au sud de la wilaya d'El Bayadh), bombe incendiaire interdite dans le monde. Les traces de cette arme monstrueuse sont encore visibles de nos jours dans cette région, a souligné Abdelkader Boutadjine.

APS

NÂAMA : DES ZONES D'ACTIVITÉS RACCORDÉES AUX RÉSEAUX D'ÉLECTRICITÉ ET DE GAZ

Une zone industrielle et trois zones d'activités de Nâama ont bénéficié du raccordement aux réseaux d'électricité et de gaz pour une enveloppe financière de plus de 149 millions de DA, au titre du préfinancement de la Direction de l'électricité et du gaz (SDO) de la wilaya, a indiqué, lundi, un communiqué de cette société. Afin d'accélérer le rythme des travaux, la SDO a opté pour un préfinancement à l'effet d'achever les travaux de raccordement, en un temps record, en énergie électrique de la zone industrielle de Harchaya, dans la commune de Nâama (150 ha) pour un réseau d'une longueur de 5,7 km et un coût de 47,696 millions de DA, mis en service en décembre 2022. Le communiqué a mis l'accent sur la mise en service de l'opération de raccordement au réseau d'électricité des zones d'activités des communes de Mecheria, Assla et Aïn Sefra, qui compte 367 terrains destinés aux projets d'investissement pour un réseau électrique long de 20,43 km, sachant qu'un montant de 68 millions de DA lui a été consacré. Des travaux de raccordement des zones d'activités de Mecheria et Aïn Sefra au réseau de gaz naturel ont été concrétisés sur une longueur devant atteindre 13 km et un investissement de 33,486 millions de DA.

R. R.

MILA : PRODUCTION PRÉVISIONNELLE DE 1,7 MILLION QX D'AIL

La production d'ail de la wilaya de Mila prévue pour la saison 2022-2023 par la direction des services agricoles (DSA) devrait atteindre 1,7 million quintaux. Cette production est prévue sur une surface globale consacrée à la culture de l'ail estimée à plus de 3.000 hectares qui dépassent l'objectif tracé en début de saison de 2.600 hectares. Cette superficie dépasse celle cultivée d'ail lors de la saison passée 2021-2022 qui était de 2.500 hectares ayant permis la récolte de 1,37 million quintaux dont 11.000 qx avaient été stockés par 15 opérateurs dans le cadre du programme visant à assurer la disponibilité de ce produit à longueur d'année.

R. R.

PROGRAMMES DE DÉVELOPPEMENT À TLEMCCEN Nécessité de concrétiser les projets en respectant les délais d'exécution

Le wali de Tlemccen a présidé une séance de travail pour évaluer l'état des programmes de développement privés des daïras de Flaoussen et Sabra, a indiqué la wilaya dans un communiqué. Dans ce cadre, des rapports détaillés ont été remis par chacun des présidents des Assemblées populaires communales de Sabra, Bouhrou, Flaoussen, Aïn Fettah et Aïn Al-Kabira comprenant toutes les opérations enregistrées dans le cadre des programmes développementaux, l'autofinancement, le programme sectoriel centralisé et décentralisé, le fonds de solidarité et de garantie des collectivités locales et les plans communaux. Les mêmes rapports comprennent aussi la liste des opérations agréées pour inscrip-



tion au programme d'appui au développement social et économique des collectivités locales pour l'année 2023. A la lumière de ce qui a été présenté, le wali a donné des consignes sur «l'enregistrement des opérations génératrices de revenus, la nécessité d'accélérer le rythme de travail de tous les projets afin de les exploiter, la coordination avec les différents sec-

teurs afin de mettre fin à toutes les opérations inscrites au programme sectoriel qui ne sont pas centralisées et l'élaboration d'un rapport détaillé sur les fermes modèles afin d'étudier les solutions possibles et de les réexploiter». Le wali a appelé, dans ce sens, à «veiller à ce que les installations non utilisées soient comptabilisées afin de les

réutiliser pour bénéficier de leurs revenus, à commencer à préparer une liste de propositions de projets à inscrire pour l'année 2024, à informer l'administration locale des dossiers liés aux programmes d'appui au développement social et économique des groupes locaux afin de les inscrire dans les meilleurs délais et à travailler au recouvrement des soldes avec le reste de la réalisation (commune de Bouhrou)». Dans ce cadre, il a insisté sur «la nécessité de concrétiser ces projets en respectant les délais d'exécution, en adhérant au coût du projet et en s'assurant de la qualité des travaux», précisant que «cela fera l'objet d'un suivi continu sur le terrain de sa part personnellement».

R. R.

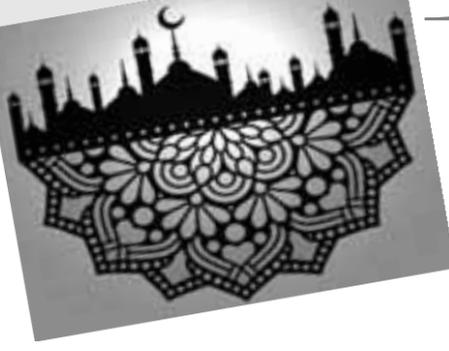


Le Prophète a interdit de tuer les femmes et les enfants même en temps de guerre

D'après Ibn Omar (qu'Allah les agrée), j'ai trouvé une femme qui avait été tuée durant l'une des batailles du Prophète (que la prière d'Allah et son salut soient sur lui), alors le Prophète (que la prière d'Allah et son salut soient sur lui) a interdit de tuer les femmes et les enfants. (Rapporté par Boukhari dans son Sahih n°3015 et Mouslim dans son Sahih n°1744).



A LIRE
AVANT
LE F'TOUR



LES GRANDES MÉTROPOLIS DE L'ISLAM TUNIS

RAMA

La ville naît à une époque reculée, au carrefour de routes qui se constituent naturellement à travers l'étroite bande de terre resserrée entre les vastes cuvettes du lac de Tunis et du Séjoui. L'isthme qui les sépare constitue ce que les géologues appellent le « dôme de Tunis », lequel comprend des collines de roches calcaires et de sédiments d'origine éolienne et lacustre. C'est une sorte de pont naturel par où passent, dès l'Antiquité, plusieurs routes importantes reliant la Berbérie à l'Égypte et dont le tronçon tunisien passe par Utique et Hadrumète. La deuxième route est

celle de Béja qui longe la Medjerda et rejoint à Tunis la route d'Utique. La troisième est la route de Sicca qui met la Numidie en communication avec Hadrumète. Ces routes sont évidemment tributaires de Carthage quand celle-ci affirme sa primauté politique et économique en Afrique. Sur ces parcours routiers, les courants de trafic ont favorisé la naissance de relais et d'étapes parmi lesquelles Tunis. La région est conquise par les troupes arabes menées par le général ghassanide Hassan Ibn Numan au VII^e siècle. En effet, la cité est pourvue d'une position privilégiée au fond du golfe

et au carrefour des flux commerciaux avec l'Europe et son arrière-pays. Très tôt, Tunis joue le rôle militaire pour lesquelles les Arabes l'ont choisie car elle est désormais la seule cité importante dans les parages du détroit de Sicile. Dès les premières années du VIII^e siècle, le chef-lieu de district qu'est alors Tunis se voit renforcer dans son rôle militaire : devenue la base navale des Arabes en Méditerranée occidentale, elle prend une importance militaire considérable.

Sous le règne des Aghlabides, les Tunisois se révoltent à maintes reprises mais Tunis profite de l'embellie économique et devient rapidement la deuxième cité du royaume. Devenue la capitale du pays à la fin du règne d'Ibrahim II (902), elle le demeure jusqu'en 909, date à laquelle des Berbères chiites prennent l'Ifriqiya et fondent la dynastie des Fatimides, puis redevient chef-lieu de district. Son rôle d'opposition au pouvoir en place s'intensifie, dès septembre 945, lorsque des insurgés kharidjistes occupent Tunis et la livrent au pillage. Avec l'avènement de la dynastie des Zirides, Tunis gagne en importance mais la population sunnite supporte de plus en plus mal le règne chiite et perpétue des



massacres contre cette communauté. C'est pourquoi, en 1048, le Ziride Al-Muizz ben Badis rejette l'obédience fatimide et rétablit dans toute l'Ifriqiya le rite sunnite. Cette décision provoque la colère du calife chiite Al-Mustansir Billah. Pour punir les Zirides, il lâche sur l'Ifriqiya des tribus arabes dont les Hilaliens. Une grande partie de l'Ifriqiya est mise à feu et à sang, la capitale ziride Kairouan est détruite en 1057 et seules quelques villes côtières dont Tunis et Mahdia échappent à la destruction. Néanmoins, exposée aux exactions

campent aux
population d
plus l'autori
Mahdia, prê
hammadide
basé à Boug
neur nommé
rétabli l'ord
pas à s'affra
fonde la dyn
avec Tunis
royaume in
avec le comm
ve la paix et



Les grandes métropoles de l'islam BÉJAÏA

La ville a connu un tel développement que, selon Léon l'Africain, elle est peuplée de plusieurs dizaines de milliers de personnes venus de tout le Maghreb, du Levant, d'Europe et d'Asie...

Béjaïa, (Bougie pendant la colonisation française), est située en bordure de la mer Méditerranée, à 180 km à l'est d'Alger. Connue à l'époque romaine sous le nom de Saldæ, elle devient au Moyen Âge l'une des cités les plus prospères de la côte méditerranéenne, capitale de grandes dynasties musulmanes notamment les Hammadides et une branche des Hafsides⁶. D'abord connue en Europe grâce à la qualité de ses chandelles faites de cire d'abeille auxquelles elle a donné son nom, les bougies, Béjaïa a également joué un rôle important dans la diffusion des chiffres arabes en Occident. Elle est aussi souvent désignée sous son nom francisé de Bougie, nom officiel durant la période de la colonisation.

En 1152, elle est prise par les Almohades, dont un des deux fondateurs, Muhammad Ibn Tûmart a prêché le retour aux sources de l'Islam à partir de Mellala, localité de Béjaïa. Des années auparavant, le Mahdi (Messie ou guide) des Almohades aurait été chassé par les gens de Béjaïa auxquels il reprochait leurs mœurs dissolues avant de repartir et rencontrer celui qui sera le Chef militaire suprême du mouvement almohade, Abd al-Mumin. La ville a connu un tel développement que, selon Léon l'Africain, elle est peuplée de plusieurs dizaines de milliers de personnes venus de tout le Maghreb, du Levant, d'Europe et d'Asie. La population autochtone de la ville est composée essentiellement de Berbères des deux Kabylies et

ceux de l'Atlas marocain, de Maures et de réfugiés andalous. À cette époque, Béjaïa était, avec Tolède et Séville, le plus grand centre intellectuel du monde arabe, où résidaient des savants comme le géographe Al-Idrissi, Abou Madyane (Sidi Boumedienne), Ibn Hammad, Ibn Battûta, le grand mystique Ibn Arabi, Sidi Bou-Saïd, Abd al-Haqq al-Ishbili et Abu Hamid al-Sarir. En 1202, Leonardo Fibonacci, mathématicien italien, en rapporta les « chiffres arabes » et la notation algébrique (dont certains attribuent l'introduction à Gerbert d'Aurillac). Ceci illustre les liens entre la vitalité commerciale des villes d'Italie de l'époque et la créativité scientifique et artistique de leurs membres.





Lumières de l'islam Rendre visite

D'après Abû Hurayra, le Prophète a dit : «orsqu'un homme rend visite à son frère ou le visite lorsqu'il est malade, Allah dit : «Tu as été bon. Ta démarche a été bonne. Réside dans une maison du Paradis.» Hadith authentifié : Silsilat as-Sahîhat, n° 2632.



9

DANESQUES

Avec l'avènement de la dynastie des Zirides, Tunis gagne en importance mais la population sunnite supporte de plus en plus mal le règne chiite et perpétue des massacres contre cette communauté.

des tribus hostiles qui x environs de la ville, la e Tunis, qui ne reconnaît té des Zirides repliés à te allégeance au prince El Nacer ibn Alennas, gie, en 1059. Le gouverné par ce dernier, ayant re dans le pays, ne tarde nchir des Hammadides et astie des Khourassanides pour capitale. Le petit dépendant renoue alors merce extérieur et retrou-la prospérité.



La conversion extraordinaire d'Omar Ibn Al-Khattab

Omar ibn al-Khattâb se convertit à l'islam en 616 ou en 617, trois jours après la conversion de Hamza ibn Abd al-Muttalib. Ibn Ishaq dans son recueil Sirat An-Nabi (La vie du prophète) rapporte que `Omar ibn al-Khattâb décida de tuer Mahomet lorsqu'il apprit la conversion de sa sœur Fatima bint al-Khattâb et de son mari à l'islam. Alors qu'il était en chemin, il rencontra son meilleur ami, Nou`aym ibn Abdillah, qui s'était secrètement converti à l'islam et l'informa de ses intentions. Nou`aym fut surpris et dit : « Tu prétends vouloir éliminer Mohammad, alors que sa propagande a ses supporters au sein même de ta famille ! » et ajouta : « Ta sœur a renié ta religion ! », ceci dans le but de détourner son attention de son objectif premier. Il comprit ce que ceci voulait dire et fit demi-tour pour se rendre chez elle. Au même moment, Khabbâb ibn al-Arât récitait la sourate Ta-Ha. `Omar ibn al-Khattâb frappa à la porte en hurlant. Khattâb, le mari de Fâtima, quitta la pièce précipitamment en entendant sa voix. Fâtima cacha le feuillet sous sa draperie et ouvrit la porte. `Omar ibn al-Khattâb les questionna brièvement sur ce qu'ils faisaient et se rua sur Khattâb. Fatima intervint pour défendre son mari et avoua leur conversion à `Omar ibn al-Khattâb qui réagit violemment en la frappant au visage avec un objet qu'il avait en main, la faisant saigner abondamment. Elle lui dit : « Ô fils d'al-Khattâb, je me suis soumise à Dieu, fais ce que tu veux ! ».

Lorsqu'il découvrit le feuillet, il lui demanda de le lui donner, ce qu'elle refusa arguant qu'il n'était pas digne de le toucher car il n'était pas purifié, mais elle voulait surtout qu'il ne le détruise pas. `Omar ibn al-Khattâb baissa le ton, fit les ablutions et elle finit quand même par lui montrer. La tradition raconte l'émotion qui traversa `Omar ibn al-Khattâb à la lecture des versets et que c'est à ce moment qu'il prononça l'attestation de foi (la chahada). Il voulut ensuite se rendre auprès de Mahomet, qui était dans la maison d'al-Arqam en bas de la colline d'as-Safâ, pour l'informer de sa conversion. Il frappa et Mahomet ordonna que l'on lui ouvre, malgré la réticence des gens présents et les menaces de Hamza. `Omar ibn al-Khattâb les informa alors de sa conversion. La tradition raconte que les gens présents crièrent Allahou akbar tellement fort que tous les habitants de la Mecque l'entendirent. Ensuite, `Omar ibn al-Khattâb questionna Mahomet : « Ô prophète de Dieu, sommes-nous sur la Vérité ? » Le Prophète répondit : « Bien sûr ! » Alors `Omar ibn al-Khattâb lui dit : « Dans ce cas, pourquoi se cacher ? » `Omar ibn al-Khattâb raconte : « Nous sommes sortis en deux groupes, Hamza et moi à la tête de chacun d'eux. Nous sommes entrés dans l'enceinte de la Ka'ba, et quand j'ai regardé du côté des cercles des Quraych, j'ai aperçu sur leur visage une tristesse, comme je n'en ai jamais vu de semblable. Ce jour-là, le Messenger de Dieu [...] m'a surnommé al-Fâroûq ! »

Omar ibn-Al-Khattab avant l'islam

«MON PÈRE, AL-KHATTÂB, ÉTAIT UN HOMME IMPITOYABLE ET ME FAISAIT TRAVAILLER DUR...»

Omar ibn al-Khattâb serait né à la Mecque en 584 et faisait partie du clan des Banu `Adi, clan responsable des arbitrages entre les différentes tribus. D'après Tabari, ce serait entre 582 et 5919. L'imam An-Nawawi rapporte qu'il serait né 13 ans après la bataille de l'Éléphant que l'on situe vers 569-570 et `Omar ibn al-Khattâb a dit lui-même qu'il est né 4 ans après la guerre d'al-Fujjâr (580). Son père, Al-Khattâb ibn Nufayl était connu pour son intelligence et sa mère, Hintimah, était la fille de Hâchim ibn al-Moughîra de la tribu des Banu Makhzum (en). `Omar ibn al-Khattâb était un homme de classe sociale moyenne et était vu comme un homme impitoyable. Il avait l'habitude durant son adolescence de s'occuper des chameaux de son père dans les plaines de la Mecque. Lorsque Omar ibn al-Khattâb était calife, il déclara : « Mon père, Al-Khattâb, était un homme impitoyable et me faisait travailler dur. Si je ne travaillais pas, il avait l'habitude de me battre et de me faire travailler jusqu'à épuisement. » Malgré le faible

taux d'alphabétisation de l'Arabie durant l'époque pré-islamique, `Omar ibn al-Khattâb apprit à lire et à écrire pendant sa jeunesse. Bien qu'il ne fût pas poète, il développa un amour pour la poésie et la littérature. D'après la tradition des quraychites, `Omar ibn al-Khattâb apprit les arts martiaux, l'équitation et la lutte. Physiquement, il était très grand et fort et devint ainsi un lutteur renommé. La tradition le décrit aussi comme un orateur talentueux et, en raison de son intelligence et de son charisme, il succéda à son père pour arbitrer les conflits entre les tribus. Omar ibn al-Khattâb suivit la profession traditionnelle des quraychites. Il devint marchand et voyagea jusqu'à Rome ainsi qu'en Perse et y rencontra divers savants et étudia ces sociétés de près. Cependant, il est perçu comme quelqu'un n'ayant jamais réussi à prospérer commercialement. Il était aussi connu pour consommer régulièrement du vin avant sa conversion.



Physiquement, il était très grand et fort et devint ainsi un lutteur renommé

SAHEL

DES SOLUTIONS INNOVANTES POUR LES HABITANTS

Selon l'organisation International Rescue Committee (IRC), plusieurs Etats africains figurent sur la liste des 20 crises humanitaires les plus sévères au monde, et il faut agir urgemment pour les populations menacées. Cette ONG vient de publier un rapport qui réclame "un changement de paradigme" au Burkina Faso, au Tchad, au Mali, au Niger et au Nigeria, afin d'éviter que les conditions de vie des habitants de ces pays ne se détériorent encore de façon drastique dans les prochains mois. L'IRC identifie trois facteurs imbriqués qui aggravent les crises, la malnutrition et les problèmes d'accès aux soins de base des populations : les conflits, le changement climatique et les "turbulences économiques". Et l'un des défis principaux pour l'IRC est de permettre aux enfants du Sahel, en accord avec les communautés locales, l'Etat et les autres acteurs comme les groupes armés ou les leaders religieux, de jouir de leur droit à l'éducation, de suivre un enseignement ne serait-ce que par correspondance, malgré les milliers d'écoles fermées dans la région **DW.de**

MAROC:

MANIFESTATION À RABAT EN SOUTIEN À LA PALESTINE ET CONTRE LA NORMALISATION

Des activistes et sympathisants de la cause palestinienne ont manifesté vendredi devant le Parlement marocain à Rabat pour dénoncer l'assaut des forces d'occupation sionistes contre la mosquée Al-Aqsa à El-Qods occupée, appelant le Makhzen à rompre ses relations avec l'entité sioniste et fermer le bureau de liaison sioniste à Rabat. Cette manifestation a été organisée en réponse à l'appel du Front marocain de soutien à la Palestine et contre la normalisation qui comprend 15 organisations politiques, syndicales et de défense des droits de l'Homme, en faveur de la Palestine. Les manifestants ont scandé des slogans condamnant les crimes de l'occupation ainsi que la normalisation et brandi des drapeaux de la Palestine et des banderoles sur lesquelles était écrit "Poursuite de la lutte pour criminaliser la normalisation avec l'entité sioniste", "La Palestine n'est pas à vendre", "Al-Aqsa crie au secours" et "Non à la normalisation avec les Sionistes". "Aujourd'hui, avec ce nouveau gouvernement fasciste de droite, le peuple palestinien est confronté à un très grand danger. Ces gens rêvent de chasser les Palestiniens, de poursuivre cette nakba (drame) ininterrompu depuis 1948, en l'amplifiant, en chassant les Palestiniens d'Al-Aqsa et en construisant de plus en plus de colonies", a déclaré Sion Assidon, militant pro-palestinien des droits de l'Homme lors de la manifestation à Rabat. "Depuis des années, nous luttons contre la normalisation, cette normalisation qui est devenue une alliance militaire, et nous disons qu'il est impossible pour le peuple marocain d'accepter que le Maroc fasse une alliance militaire avec les occupants de la Palestine", a-t-il ajouté. Pour sa part, le militant des droits humains, Abdelilah Benabdeslam, a indiqué que cette manifestation tenue devant le Parlement marocain, a pour but de condamner fermement les agressions contre des fidèles pacifiques à Al-Aqsa et contre la bande de Ghaza assiégée, d'exiger la rupture des relations avec l'entité sioniste, d'arrêter toute forme de commerce avec elle et de fermer le bureau de liaison sioniste à Rabat.

R.I./agence

ESPAGNE/LA MINISTRE DU TRAVAIL VEUT REVENIR À LA POSITION TRADITIONNELLE SUR LE DOSSIER

Les promesses de Yolanda Diaz au Sahara occidental

La candidate à la présidence du gouvernement espagnol et actuelle ministre du Travail, Yolanda Diaz a réaffirmé sa position de soutien au peuple sahraoui et à la légalité internationale, exprimant son intention de revenir à la position traditionnelle de l'Espagne concernant le Sahara occidental en cas de victoire lors des législatives prévues pour la fin 2023.



Lors d'une interview accordée à un journaliste espagnol, la numéro trois du gouvernement espagnol, qui se présentera sous la bannière d'une nouvelle plateforme politique baptisée Sumar ("ajouter", dans le sens de "rassembler", ndr) a assuré que sa position vis-à-vis de la question du Sahara occidental était "très claire", relevant qu'elle romprait "sans aucun doute" l'accord que le chef du gouvernement, Pedro Sanchez, a avec le roi du Maroc, pour revenir à la position traditionnelle de l'Espagne.

"Je suis consciente que nous devons bien sûr prendre notre voisin le Maroc au sérieux, mais nous devons aussi savoir que le Maroc est ce qu'il est : une dictature", a tranché la deuxième vice-présidente du gouvernement

espagnole. Dans un post publié sur son compte Twitter, le représentant du Front Polisario en Espagne, Abdullah Arabi a salué "la clarté et l'emphase" avec laquelle Yolanda Diaz s'est prononcée, dans l'émission "LoDeVole", sur le Sahara occidental.

Les propos tenus par Yolanda Diaz ont également été favorablement accueillis par la classe politique en Espagne. "Yolanda Diaz dit que le Maroc est une dictature et elle a raison. L'Espagne a besoin de dirigeants politiques prêts à faire face aux affaires cruelles que les oligarchies espagnoles et marocaines ont mises en place autour de l'occupation du Sahara occidental", a déclaré sur ses réseaux sociaux, le sénateur et co-porte-parole du mouvement politique

"Mas Madrid", Pablo Perpinya. A noter que la ministre espagnole du Travail, en tête des enquêtes d'opinion sur les responsables politiques les plus appréciés des Espagnols, selon le Centre de recherches sociologiques à Madrid, avait déjà désavoué son Premier ministre Pedro Sanchez à cause de son revirement concernant le Sahara occidental. Lors de sa participation à un événement à Las Palmas (Grande Canarie), le 25 mars dernier, elle avait assuré que "deux minutes après avoir connu le revirement de Pedro Sanchez favorable au plan (marocain) au Sahara occidental, il a été catégoriquement refusé".

Pour rappel, la classe politique espagnole s'était indignée du revirement de la position de Sanchez sur le

conflit au Sahara occidental, le qualifiant de "scandaleux" et de "contraire" à la position historique de l'Espagne et au droit international.

Dans ce sens, Yolanda Diaz avait déclaré à l'époque qu'elle se démarquait totalement de la position de son supérieur, soulignant que "la position de l'Espagne vis-à-vis de ce dossier doit émaner d'un dialogue national, tout en tenant compte du droit du peuple sahraoui à l'autodétermination, garanti par le droit international".

Succombant aux pressions et chantages du régime marocain, le Premier ministre socialiste Pedro Sanchez avait annoncé, le 14 mars 2022, son soutien au sinistre "plan d'autonomie" marocain concernant le Sahara occidental- **I.M./Aps**

LIBYE

Mercenaires et forces étrangères au centre de la visite d'Abdoulaye Bathily

Abdoulaye Bathily, représentant spécial des Nations unies pour la Libye et chef de la Mission d'appui des Nations unies en Libye (UNSMIL), s'est exprimé lors d'une conférence de presse à Tripoli, le 11 mars 2023.

Le représentant spécial du secrétaire général de l'ONU a conclu cette semaine une première tournée dans trois pays voisins situés au sud de la Libye : Le Soudan, le Tchad et le Niger. Au cours de cette tournée, il a été question de rétablir la paix et la stabilité en Libye. Les mercenaires, et les forces étrangères, ainsi

que la prolifération des armes, constituent selon l'ONU une menace permanente pour la paix et la stabilité en Libye. Selon un communiqué des Nations unies, ce déplacement visait à accroître la coordination sur ces sujets entre ces trois pays et la Libye. À Khartoum, à N'Djamena et à Niamey, Abdoulaye Bathily a rencontré les plus hauts responsables qui l'ont tous assuré de leur soutien et de leur coopération. L'envoyé spécial a appelé la communauté internationale à soutenir un processus « coordonné et équilibré » pour le retrait

des combattants étrangers en Libye. Il a également insisté sur l'importance d'allouer le financement et l'assistance technique nécessaire pour affronter ce défi commun.

Abdoulaye Bathily cherche également, comme il l'a expliqué, à éviter « les impacts négatifs -du retrait- sur les pays d'origine ».

Par ailleurs, il a considéré que le retrait, associé au maintien de la sécurité aux frontières communes, amènera la stabilité en Libye et diminuera le trafic d'êtres humains, d'armes, et de drogues, ainsi que le trafic issu de la

recherche illégale de minéraux. Le comité militaire libyen 5+5 avait déjà établi des comités de liaison au Niger, au Tchad et au Soudan pour accroître la coopération et les échanges concernant les mercenaires. La tournée d'Abdoulaye Bathily intervient pour renforcer ces efforts communs.

Plusieurs observateurs remarquent cependant qu'il n'a pas rencontré les chefs de factions armées au Tchad et au Soudan. Or, ce sont eux qui sont en contact direct avec les combattants en Libye

R. C.

FUTSAL/TOURNOI DE LA PRESSE "MOBILIS"

Canal Algérie et Echourouk News en finale

La seconde demi-finale était tout autant relevée et pleine de suspense, entre une équipe de Canal Algérie, avec un excellent gardien (sacré trois fois homme du match), et DZ Tube de Samir Badi qui n'a pas démerité tout au long du tournoi, pour sa seconde apparition...

La finale de la 2^e édition du tournoi de Futsal de la presse nationale "Mobilis" opposera, aujourd'hui en soirée l'équipe de Canal Algérie à celle d'Echourouk News, à la Coupole du Complexe olympique Mohamed-Boudiaf (Alger), à l'issue des matchs de demi-finale joués dans la soirée du dimanche. Les deux demi-finales ont été très disputées entre les quatre équipes qui ont confirmé leur mérite d'atteindre ce stade de la compétition dans un tournoi qui a débuté le 25 mars dernier avec l'engagement de vingt-huit (28) équipes de différents médias nationaux. Dans la première demi-finale, la formation de DZ Match, conduite par le capitaine Adel Hadji a raté le coche de se qualifier en finale, pour sa première participation. L'équipe a encaissé le but de l'élimination dans les dernières secondes de



la rencontre terminée sur le score de 5-4, en faveur d'Echourouk conduite par Redouane Mehdaoui. La seconde demi-finale était tout autant relevée et pleine de suspense, entre une équipe de Canal Algérie, avec un excellent gardien (sacré trois fois homme du match), et DZ Tube de Samir Badi qui n'a pas démerité tout au long du tournoi, pour sa seconde apparition. Les deux équipes n'ont pu se départager durant le temps réglementaire du match (4-4), et les fatidiques séries de tirs au but qui ont désigné l'heureux vainqueur et animateur de la finale du 2^e tournoi de Futsal de la presse nationale "Mobilis". Le tournoi a observé un repos, lundi 17 avril, pour reprendre,

mardi (23h00), avec le déroulement du match pour la 3^e place (petite finale), entre DZ Match et DZ Tube. La rencontre sera précédée à (22h00) d'un match d'exhibition de football amputés (handisport). La journée d'aujourd'hui sera consacrée à la grande finale, prévue à 23h00 et qui sera précédée à 22h00, d'un match gala qui réunira d'un côté, une équipe composée des cadres du ministère de la jeunesse et des sports (MJS), et de l'autre celle qui sera constituée des invités ONJSA, initiatrice du tournoi de la presse. Initié par l'Organisation nationale des Journalistes sportifs Algériens (ONJSA), le tournoi de Futsal a pris cette année 2023, le label de "Mobilis" (opérateur de télé-

phonie mobile), sponsor majeur de la compétition, en plus du partenariat de l'office du Complexe olympiques 'Mohamed Boudiaf' (OCO), du Comité olympique et sportif algérien (COA), de la Fédération algérienne de football (FAF) et de la fondation Inaya.

Résultats:

Demi-finales:

DZ Match - Echourouk News (4-5)

Canal Algérie - DZ Tube (4-4), Canal aux TAB 2-1

Mercredi 19 avril:

Match gala: Cadres MJS - invités ONJSA (22h00)

Finale du tournoi Futsal (23h00).

R.S.

ANGLETERRE

Liverpool écrase Leeds et continue de rêver à l'Europe

Liverpool a largement dominé Leeds (6-1) lundi lors du dernier match de la 31^e journée de Premier League, pour continuer à croire à une possible qualification à la Ligue des champions. Le buteur Cody Gakpo a ouvert le score (35e) après un service idéal de Trent Alexander-Arnold, juste avant que Mohamed Salah ne double la mise (39e) à la conclusion d'un contre éclair. Luis Sinisterra a réduit le score dès le début de la deuxième période en volant le ballon dans les pieds d'Ibrahima Konaté, fautif sur le coup (47e). Mais cela n'a pas enrayé la

machine rouge, qui a alourdi le score par Diogo Jota (52e, 73e), Salah encore (64e) et Darwin Nunez (90e). Grâce à ce succès, qui met fin à une série de quatre rencontres sans victoire, les Reds sont huitièmes (47 points) à neuf points de Newcastle, surprenant quatrième et donc dernier détenteur provisoire d'un ticket d'accès à la C1. Les joueurs de Jürgen Klopp en sont encore loin, mais leur démonstration offensive du soir - face au seizième du championnat anglais, certes - prouve encore une fois à quel point ils peuvent être redoutables. Autre

motif d'espoir: leur calendrier abordable. La rencontre contre Tottenham le 30 avril (17h30) à Anfield sera la seule contre un club habitué aux places européennes. Les Liverpooliens viennent de faire match nul contre le leader Arsenal (2-2) et Chelsea (0-0) après avoir perdu contre Manchester City (4-1). Avant cela, la dernière victoire du club en championnat était une orgie offensive comparable à celle du soir, cette fois contre le voisin honni: Manchester United (7-0).

R.S.

FÉDÉRATION ALGÉRIENNE DE BOXE

La sanction plane toujours

Les jours se suivent et aucune décision n'a été prise jusqu'à présent pour éviter à la boxe nationale la suspension de toute compétition internationale, dont le tournoi qualificatif pour les Jeux olympiques de Paris. Les appels répétitifs de la Confédération africaine de boxe amateur (AFBC) et de la Fédération internationale (IBA) étaient clairs. Les deux instances internationales ont appelé la fédération à normaliser la situation actuelle, à savoir le retour du président élu, Ferhat Fazil Abdenour, à son poste

jusqu'à la fin de mandat. Avec deux présidents de fédération, à savoir Ferhat Fazil Abdenour élu et faisant l'objet d'une suspension par le ministère de la Jeunesse et des Sports et d'un retrait de confiance, et Youcef Khelifi élu, la FAB est entre le marteau et l'enclume. Selon une source fédérale, l'AFBC et l'IBA reprochent à la fédération de ne pas les avoir informés un mois avant la tenue d'une nouvelle assemblée électorale. Outre ce point, les raisons évoquées dans un dossier transféré aux deux instances ont été

jugées jusqu'à présent insuffisantes, alors que l'élection de M. Khelifi a été jugée illégale et une violation à la constitution de l'AFBC et de l'IBA. Entre deux feux, plusieurs hypothèses ont été évoquées pour sauver la boxe nationale du marteau des instances internationales, dont la convocation d'une assemblée générale extraordinaire pour trouver une issue favorable, avant que l'IBA ne décide de passer à l'acte par rapport aux menaces de suspension.

R.S.

LIGUE 1 MOBILIS (MISE À JOUR) MC ORAN 3-1 CR BELOUZDAD LE LEADER TOMBE À ZABANA

Le MC Oran a pris le meilleur sur le CR Belouizdad (3-1), lundi soir, au stade Ahmed-Zabana d'Oran dans le cadre de la mise à jour du championnat de Ligue 1 de football, infligeant au leader sa première défaite de la saison après 20 matchs joués. Les buts de la rencontre ont été inscrits par Belaribi, Saihi et Dehar pour les locaux, alors que la seule réalisation des visiteurs a été l'œuvre de Reghba. Malgré cette défaite, le CRB, qui s'est déplacé à Oran sans plusieurs titulaires habituels, conserve son fauteuil de leader avec 45 points et deux matchs en moins, devançant de huit longueurs le dauphin, le CS Constantine, qui compte un match en retard. Pour sa part, le MCO s'est hissé à la 7^e place en compagnie du MC El Bayadh et la JS Saoura avec 30 points chacun, tout en comptant une rencontre en retard.

R.S.

LIGUE DES CHAMPIONS D'AFRIQUE

UN ARBITRE KENYAN POUR CRB - MAMELODI SUNDOWNS

La Confédération Africaine de Football (CAF) a désigné l'arbitre kenyan Peter Waweru Kamaku, pour diriger le match CR Belouizdad - Mamelodi Sundowns (Afrique du Sud), samedi au stade Nelson-Mandela de Baraki (20h00), comptant pour les 1/4 de finale (aller) de la Ligue des champions d'Afrique de football. Peter Waweru Kamaku sera assisté de Souru Phatsoane du Lesotho et de son compatriote Gilbert Cheruyot, alors que le quatrième arbitre est le Somalien Abdulkadir Artan. La seconde manche se jouera le samedi 29 avril au stade Loftus Versfeld à Pretoria (14h00). En cas de qualification, le triple champion d'Algérie affrontera en demi-finale le vainqueur de l'autre quart de finale entre Simba SC (Tanzanie) et le Wydad Casablanca. Le Chabab s'est qualifié pour les quarts de finale de la Ligue des champions, en terminant à la deuxième de la poule D (10 pts), derrière les Tunisiens de l'Espérance de Tunis (11 pts).

R.S.

CHAMPIONNAT ARABE JUNIORS DE HANDBALL

L'ALGÉRIE DÉCROCHE LA 3^e PLACE

La sélection algérienne de handball a décroché la troisième place du championnat arabe juniors garçons après avoir battu son homologue libyenne (34-23), dimanche soir à la salle Rached Khouaja à Mahdia (Tunisie), en match comptant pour la 3^e et 4^e place de la compétition. Le titre de la 5^e édition du championnat arabe juniors est revenu à la sélection tunisienne qui a pris le dessus sur l'Arabie Saoudite (34-25). Il s'agit du troisième sacre décroché par les Tunisiens après avoir remporté les éditions de 1998 et 2001. Les deux handballeurs algériens Ramy Sidi Aissa et Rabah Racim Medahi ont été désignés meilleurs ailiers, alors que leur coéquipier Nédal Blida a terminé meilleur buteur de la compétition arabe. Le championnat arabe revient après neuf années d'interruption. Il est organisé pour la deuxième fois en Tunisie après l'édition 1998. Les quatre précédentes éditions ont été remportées deux fois par la Tunisie (1998 et 2001), et une fois par la Jordanie (2000) et par l'Égypte (2014).

R.S.

MOHAMED TOURI, HUMORISTE ET HOMME DE THÉÂTRE

Le Buster Keaton algérien

De son vrai nom Besnassi, Mohamed Touri est né le 9 novembre 1914 à Blida, au sein d'une famille conservatrice qui ne s'empêchera pas de lui apprendre la langue du Coran.



Il suivra, à Constantine, des études dans les écoles de l'Association des oulémas musulmans. Il se produira sur scène pour la première fois à Blida, à l'âge de 14 ans, qui le conduira à croire encore plus en sa passion vouée à l'art. Il écrira sa première pièce *El Djhouala medaïne el ilm* (les faux savants) en arabe classique et d'autres encore et rejoindra en 1942 la capitale pour faire partie, sur recommandation de son ami Rachid Ksentini, de la troupe de comédiens à la radio sous la conduite de Bachetarzi, avant d'interpréter des rôles pour le cinéma.

Touri voulait faire pleurer ses contemporains, nul mieux que lui ne les fit présumer d'une belle carrière dans l'art dramatique. Formé par Moussa Khadaoui, il entreprit plusieurs

tournées en sa compagnie, tournées au cours desquelles il n'interpréta que des rôles dramatiques en arabe littéraire.

D'un naturel triste hors de la scène, Touri ne sourit jamais sur les planches. Très peu loquace, il alliait une sobriété de gestes à un flegme tout britannique qui le fit surnommer, en 1955, par un journal algérois le Buster Keaton algérien.

C'est qu'il s'était tourné depuis quelques années vers le comique. Aux côtés de Fatma Rochdi et Mohamed El Kamel, il s'était aperçu de ses qualités de comique. Dès ses débuts, il fit crouler de rire toute une salle sans jamais lui-même esquiver l'ombre d'un sourire.

Encouragé par son succès, il organisa les tournées. Touri l'auteur était redouté. La satire de l'auteur tranchait dans le vif

les anomalies d'une société embourgeoisée ou les tares d'une époque à la recherche d'elle-même. Après le débarquement, l'artiste reprend son premier métier : maçon.

Délaissant la truellerie, il entre-

prend, en 1946, une tournée au Maroc avec Keltoum, où il tourne un film *Maârouf, Savetier du Caire*, et plusieurs pièces dont *Si El Houari*, *El Hamel*, *Le Champion*. Emprisonné avant le déclenchement de la guerre de

Libération et torturé après que les hommes de théâtre eurent rejoint le mouvement nationaliste. Gravement malade, il meurt le 29 avril 1959 et ses obsèques eurent lieu le 30 avril à Blida. **I.M./Dj.M.**

MOHAMED BENCHENEB, LEXICOLOGUE ET HOMME DE LETTRES

Un intellectuel du début du XXe siècle à Alger

L'intellectuel Mohamed Bencheneb (1869-1929) est considéré comme un des plus éminents penseurs algériens du XXe siècle pour avoir été le premier docteur dans l'histoire de l'Algérie et un des plus importants chercheurs de sa génération, versé dans les domaines des langues, de la traduction et de la littérature comparée. Le grand érudit Bencheneb a marqué l'histoire algérienne par son savoir encyclopédique, son riche parcours dans les domaines de la recherche, de la littérature, de la culture, de l'histoire et de l'éducation, tout en étant un fervent défenseur de l'identité nationale. Cette personnalité hors pair avait vécu durant la période allant de la fin de la résistance populaire jusqu'à la naissance du mouvement national, au sein duquel il s'est affirmé comme un militant qui défendait, corps et âme, la culture algérienne au moment où le colonisateur pensait avoir réussi à l'aliéner. Né le 26 octobre 1869 à Ain Deheb (ex-Takbou), le défunt est issu d'une grande famille de Médéa. Il a reçu ses premiers enseignements auprès de son cheikh, Ahmed Barmak, qui l'a initié aux sciences coraniques, avant de poursuivre ses études dans les écoles primaire et secondaire.

Il quitte Médéa pour se rendre à Alger où il rejoint l'École Normale Supérieure (ENS) de Bouzareah. À peine âgé de 19 ans, il devient enseignant de langue et de littérature françaises à l'école du Cheikh Sidali à proximité de la capitale du Titteri.

Quatre ans plus tard, Bencheneb rejoint l'école Ibrahim Fatah à Alger, où il se consacra à l'étude de la langue italienne, tout en s'approfondissant dans l'étude de la rhétorique, de la logique et

du monothéisme en suivant les cours du savant Abdelhalim Bensmaïa. Des années plus tard, il obtient un diplôme universitaire en langue arabe de l'Université d'Alger, avant de se consacrer à l'apprentissage des langues espagnole, allemande, latine, persane, turque et hébraïque. Mohamed Bencheneb décroche son baccalauréat en 1896. En 1898, il est nommé enseignant à la medersa "El Kantania" de Constantine. Au début du XXe siècle, il est nommé à la medersa "Thaâlibiyya" d'Alger où il a côtoyé de nombreux savants, oulémas et chouyoukh. En 1908, il est nommé maître de conférences à la Faculté des lettres de l'Université d'Alger et est élu membre de l'Académie scientifique arabe à Damas (Syrie) en 1920, année où il fut le premier algérien à décrocher un doctorat de l'Université d'Alger. Le regretté a pris part à plu-

sieurs Congrès internationaux en Afrique du Nord et en Europe, dont le 14e Congrès des orientalistes tenu à Alger en 1905 et le 17e Congrès des orientalistes à Oxford (Angleterre) en 1928. Mohamed Bencheneb a tissé des relations avec plusieurs intellectuels, dont l'Égyptien Ahmed Timor Bacha, le tunisien Hassan Hosni Abdelwaheb, et les orientalistes espagnol Miguel Palacios et russe Ignati Krachkovsky. Étant polyglotte qui maîtrisait plusieurs langues étrangères comme l'Arabe, le Français, le Farsi, l'Allemand, le Turc, l'Italien, l'Espagnol, le Latin et l'Hébreu, il fut le premier chercheur à s'intéresser aux langues et à la traduction, et à s'ouvrir sur les littératures étrangères, à travers les études pionnières qu'il a réalisées sur les termes turcs et persans utilisés dans le dialecte algérien (Darija).

Mohamed Bencheneb publia de nombreuses recherches à l'instar de l'étude sur les "Sources musulmanes dans la divine comédie de Dante", parue en 1919 dans "la Revue africaine", devenant ainsi le précurseur de la littérature comparée en Algérie. La vie du Cheikh était riche en activités scientifiques et culturelles, côtoyant des savants et des érudits algériens et étrangers. Tout au long de son parcours scientifique, il s'est distingué par son militantisme actif en faveur de la préservation de l'histoire et du patrimoine authentique des Algériens et des Musulmans. Il n'avait jamais hésité à mettre en valeur son costume traditionnel qu'il arborait avec fierté même lors des plus grandes rencontres et conférences internationales. Bencheneb lutta, durant plus de 35 ans, avec l'arme du savoir qui lui servait de bouclier face à la

politique coloniale d'aliénation visant à effacer l'identité nationale, laissant derrière lui un précieux legs d'environ une cinquantaine de livres et publications dans les différentes sciences sociales et humaines et les divers domaines, notamment littéraires, intellectuels, et religieux. Parmi ses ouvrages, figurent "Proverbes de l'Algérie et du Maghreb" et "les Mots turcs et persans conservés dans le parler algérien". Le penseur est décédé le 5 février 1929 à l'âge de 60 ans dans la ville antique de la Casbah. Il est inhumé au Mausolée de Sidi Abderrahmane Thaâlibi, où se trouve le cimetière familial, ainsi qu'une rue baptisée de son nom. De nombreux ouvrages ont été dédiés à cette personnalité hors pair notamment "Mohamed Bencheneb: sa vie et son héritage" de Abderrahmane Djillali.

F. Am.

EXPOSITION

«Coutumes et traditions de la famille oranaise au mois de Ramadhan»

Une exposition "Coutumes et traditions de la famille d'Oran au mois de Ramadhan", ouverte lundi à Oran, met en exergue la fabrication de gâteaux traditionnels dans la capitale de l'Ouest algérien qui résistent devant la prolifération de gâteaux modernes.

Organisée par le Centre d'artisanat traditionnel de hai "Es-sabah", cette manifestation avec la participation de 13 artisanes expose une variété de gâteaux traditionnels telles que "Griwech", "Makrout", "Torno" et "Kaak" et autres gâteaux qui garnissent la table à l'Aïd El-Fitr et occupent une grande place des plats des familles oranaises qui maîtrisent leur préparation avec l'introduction de nouvelles touches.

L'exposition constitue aussi une opportunité pour les femmes artisanes diplômées de l'École de formation et de perfectionne-

ment du niveau, spécialisée dans la fabrication de gâteaux pour faire connaître leur savoir-faire dans le domaine de préparation de gâteaux traditionnels et modernes, a souligné l'artisane Nadia Yahyaoui, une formatrice contractuelle avec la chambre d'artisanat et des métiers.

Cette exposition, qui s'inscrit dans le cadre du programme du secteur du tourisme et de l'artisanat à Oran, permet aux femmes au foyer et aux artisanes rurales ayant bénéficié d'une formation dans le domaine de la pâtisserie de promouvoir leurs produits, selon le directeur de la chambre de l'artisanat et des métiers de la wilaya, Khalid Tahraoui. Les artisanes participantes œuvrent à innover d'autres types de gâteaux alliant entre le traditionnel et le moderne avec une touche personnelle pour se frayer une place au marché des gâteaux

qui enregistre une demande croissante de la part de femmes aux foyers pour acquérir des gâteaux prêts.

À l'occasion, les ingrédients pour la préparation des gâteaux sont également exposés, en plus de la programmation d'un concours de la meilleure table traditionnelle au mois de Ramadhan, avec la participation de 10 artisanes et sous la supervision d'un jury composé de professionnels connus au niveau national et international. Le plat "Rogag" préparé par la famille oranaise est principal à la moitié du mois de jeûne.

L'exposition de quatre jours "Coutumes et traditions de la famille oranaise au mois de Ramadhan" est organisée par la chambre de l'artisanat et des métiers en coordination avec la direction du tourisme et de l'artisanat d'Oran et l'artisane Nadia Yahyaoui **M.Dj./Avec APS**

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية
ولاية الجلفة
دائرة حد الصغاري
بلدية بويرة الأنداب

Avis d'appel d'offres ouvert avec exigence de capacités minimales

N° : 02 /2023

Le présent avis d'Appel d'offres ouvert avec exigence de capacités minimales est lancé, par la Commune de Bouiret Lahdeb en vue de réaliser le projet /

Intitulé de l'opération : Etude et Suivi et Réalisation et Equipement d'un forage profond de 250ml à Sglaaa commune de Bouiret Lahdeb

L'appel d'offres s'adresse à tous les soumissionnaires disposant des capacités financières, matérielles, techniques, juridiques et réglementaires, conformes à la législation en vigueur, pour l'exécution des travaux et ayant :

- Avoir réalisé au moins un (01) forage de nature et de complexité comparables à celles des travaux qui font l'objet du présent appel d'offres au cours des dix (10) dernières années: Réalisation de travaux de forage ROTARY de profondeurs minimales 200 m justifié par une attestation de bonne exécution délivrée par le maître de l'ouvrage.
- Le soumissionnaire doit posséder le certificat de qualification et classification professionnelle en cours de validité catégorie quatre(04) et plus code 34.303 sondage et forage activité principale Hydraulique
- Dans chaque devis le montant de la phase des travaux de reconnaissance en TTC (à partir du poste 01 jusqu'au poste 07. Voir devis quantitatif et estimatif) ne doit en aucun cas excéder 25% du montant de l'offre.
- La somme de chiffre d'affaires des cinq (05) dernières années est de : 30 000 000DA ou plus.

En cas de groupement d'entreprise :

- le groupement des soumissionnaires doit répondre aux conditions ci-dessus (conditions d'éligibilité)

Les soumissionnaires intéressés par le présent appel d'offres peuvent retirer le cahier de charge pour un montant 4000 DA au niveau de Commune bouiret lahdeb à partir de la première parution de l'avis d'appel d'offres sur le BOMOP ou la presse.

Les offres doivent être un jours (10 jours) de 8H à 12H00 à compter de la première parution de l'avis d'appel d'offres sur le BOMOP ou la presse.

L'ouverture est prévue le même jour à 14 h.

Les offres doivent être présentées conformément aux dispositions du cahier des charges, et mises dans une enveloppe cachetée et anonyme, comportant la mention :

-A n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres -

A Monsieur P APC Bouiret Lahdeb

Appel d'offres ouvert avec exigence de capacités minimales :

Intitulé de l'opération : Etude et Suivi et Réalisation et Equipement d'un forage profond de 250ml à Sglaaa commune de Bouiret Lahdeb

Cette enveloppe doit comprendre des enveloppes séparées et cachetées, séparément /

Enveloppe intérieure 1 : Dossier de candidature.

Enveloppe intérieure 2 : Offre technique.

Enveloppe intérieure 3 : Offre financière.

Le dossier de candidature,

- Une déclaration de candidature selon le modèle joint au présent cahier des charges remplie, signée et datée caché.
- Déclaration de probité selon le modèle joint au présent cahier des charges remplie, signée et datée caché.
- Le statut de l'entreprise
- Attestation de dépôt des comptes sociaux.
- Les mises à jour vis-à-vis de la CNAS, de la CASNOS en cours de validité
- Le dépôt des comptes sociaux EURL, SARL et SNC des entreprises soumissionnaires.
- Les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager l'entreprise.

a/Capacités professionnelles :

Liste des références professionnelles du soumissionnaire pour les projets déjà réalisés, justifiée par des attestations de bonne exécution du maître de l'ouvrage indiquant l'année de réalisation + PV de réception définitif du maître de l'ouvrage.

b/Capacités financières :

Moyennes financiers justifiés par les bilans.

c/Capacités techniques :

Moyens humains : Liste des moyens humains et encadrement technique visée par les services habilités de la caisse d'assurance sociale + attestation d'affiliation valide à la date d'ouverture des plis.

Moyens matériels : Liste des moyens matériels du soumissionnaire appuyée par tout document justifiant la propriété : cartes grises+ Assurances, ou contrat de location valides à la date d'ouverture des plis pour le matériel roulant, et justifier par factures d'achats et/ou d'un PV de l'huissier pour le matériel non roulant, valide ne dépasse pas une année (01) en date d'ouverture.

*** L'offre technique :**

L'offre technique devra être mise dans une enveloppe fermée, portant la mention ci-après :

Et comportant

- La déclaration à souscrire (remplie, signée et datée).
- Le cahier des charges, rempli, signé et daté, paraphé, avec la mention manuscrite « lu et accepté
- Planning prévisionnel d'exécution des travaux.
- Mémoire technique justificatif dûment rempli signée et datée, cacheté.
- L'offre financière :
- L'offre financière devra être mise dans une enveloppe fermée, portant la mention ci-après
- la lettre de soumission (remplie, signée et datée), cacheté
- le bordereau des prix unitaires (BPU), cachet
- le détail quantitatif et estimatif (DQE), cachet
- la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF).

Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant 3mois + délai de préparation des offres(10 jours)+ 1 mois pour le soumissionnaire retenu à compter de la date limite de dépôt des offres à 14h

L'ouverture des plis se fera en séance publique et aura lieu le jour coïncidant avec la date limite de dépôt des offres à 14 h 00 au siège de la Commune bouiret lahdeb. Si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal la durée de préparation des offres est prolongée jusqu'au jour ouvrable suivant.

Le présent avis tient lieu d'invitation aux soumissionnaires pour assister à l'ouverture des plis.

L'EXPRESS DU 19/04/2023

ANEP : N° 2316009574

L'EXPRESSDZ

Pour toutes vos annonces publicitaires, anniversaires, félicitations...

Contactez le service pub au numéro de téléphone/ fax : **023.70.99.92**

Ou adressez-vous au Service pub : sis à la maison de la presse **Abdelkader Safir, 02 Rue Farid Zouiouache, Kouba, Alger**

E-mail : redaction.mehdaoui1969@gmail.com

Suivez-nous sur : **www.lexpressquotidien.dz**
Ou sur notre page Facebook : **L'EXPRESSDZ**



10 MILLIONS D'ENFANTS VIVANT DANS LE SAHEL CENTRAL SONT EN DANGER

L'insécurité gagne progressivement les pays voisins

D'après un rapport SOS Enfants publié aujourd'hui par l'UNICEF, dix millions d'enfants vivant au Burkina Faso, au Mali et au Niger – soit deux fois plus qu'en 2020 – ont besoin de toute urgence d'une aide humanitaire, principalement en raison de l'intensification des conflits. Parallèlement, alors que les hostilités entre les groupes armés et les forces de sécurité nationales s'étendent au-delà des frontières, près de 4 millions d'enfants sont menacés dans les pays voisins.

« Les conflits armés touchent de plus en plus d'enfants, lesquels sont victimes de l'intensification des affrontements militaires ou pris pour cibles par des groupes armés non étatiques », déclare Marie-Pierre Poirier, Directrice régionale de l'UNICEF pour l'Afrique de l'Ouest et centrale. « L'année 2022 a été particulièrement violente pour les enfants du Sahel central. L'ensemble des parties au conflit doivent de toute urgence cesser les attaques perpétrées contre ces derniers, mais également contre leurs établissements scolaires, leurs centres de santé et leurs foyers. » Au Burkina Faso, des données recueillies par les Nations Unies ont confirmé que le nombre d'enfants tués au cours des neuf premiers mois de 2022 avait triplé par rapport à la même période en 2021. La plupart de ces enfants ont succombé à des blessures par balles durant des attaques menées contre leur village, ou ont été victimes d'engins explosifs improvisés ou de restes explosifs de guerre. Les conflits se caractérisent par une violence accrue. Certains groupes armés qui opèrent sur de vastes territoires au Burkina Faso, au Mali et, de plus en plus, au Niger, recourent à des tactiques consistant à bloquer les villes et les villages et à saboter les réseaux d'approvisionnement en eau. D'après des projections récentes, plus de 20 000 personnes vivant dans la zone frontalière entre ces trois pays atteindront d'ici au mois de juin 2023 un niveau d'insécurité alimentaire qualifié de « catastrophique ». Les groupes armés opposés au système éducatif géré par l'État brûlent et pillent systématiquement les établissements scolaires, mais aussi menacent, enlèvent ou exécutent les enseignants. Plus de 8 300 écoles ont fermé leurs portes dans les trois pays, soit parce qu'elles ont été directement prises pour cible et que les enseignants ont fui, soit parce que les parents ont été déplacés ou ont peur d'y envoyer leurs enfants. Plus d'une école sur cinq a fermé au Burkina Faso et 30 % des établissements scolaires de la région de Tillabéri au Niger ne fonctionnent plus en raison des conflits. Les hostilités s'étendent au-delà du Sahel central jusqu'aux régions frontalières situées dans le nord du



Bénin, de la Côte d'Ivoire, du Ghana et du Togo, où vivent des communautés isolées manquant d'infrastructures et de ressources, et où l'accès des enfants aux services essentiels et à la protection est très limité.

Au moins 172 incidents violents, dont des attaques commises par des groupes armés, ont été signalés dans cette zone en 2022. Au Bénin, pays le plus durement touché, 16 % de la population est considérée à risque, d'après un réseau régional de surveillance. À la fin de l'année 2022, neuf écoles situées dans les régions septentrionales du Bénin et du Togo avaient fermé leurs portes ou ne fonctionnaient plus en raison de l'insécurité.

Cette crise a lieu dans l'une des régions de la planète les plus touchées par les changements climatiques. Au Sahel, les températures augmentent à un rythme 1,5 fois plus rapide que la moyenne mondiale. Les précipitations, devenues plus irrégulières et intenses, provoquent des inondations qui réduisent le rendement agricole et contaminent des ressources en eau déjà rares. En 2022, une inondation, la pire qui ait été enregistrée depuis plusieurs années, a endommagé ou détruit 38 000 habitations au Niger, un pays classé au 7e rang mondial de l'Indice des risques climatiques pour les enfants établi par l'UNICEF.

La lutte contre la crise qui frappe le Sahel central demeure, de manière chronique et critique, sous-financée : en 2022, l'UNICEF n'a reçu qu'un tiers du montant de 391 millions de dollars des États-Unis demandé dans le cadre de son appel en faveur du Sahel central. En 2023, l'organisation a lancé un appel de fonds à hauteur

de 473,8 millions de dollars É.-U. pour financer les interventions humanitaires menées dans le Sahel central et les pays côtiers voisins.

« L'ampleur de la crise qui frappe le Sahel central et s'étend progressivement aux pays littoraux voisins exige un renforcement urgent des interventions humanitaires, ainsi que des investissements souples à long terme en faveur de services sociaux résilients, lesquels sont essentiels pour renforcer la cohésion sociale et le développement durable ainsi que pour bâtir un avenir meilleur pour les enfants », déclare Marie-Pierre Poirier.

POUR FAIRE FACE À LA MENACE DE PLUS EN PLUS LOURDE QUI PÈSE SUR LES ENFANTS DU SAHEL CENTRAL, L'UNICEF EXHORTE :

Les gouvernements du Sahel central et des pays côtiers touchés, ainsi que les partenaires techniques et financiers, à augmenter sensiblement les investissements visant à élargir l'accès aux services sociaux essentiels et à la protection, indispensables pour parvenir à la paix et à la sécurité. Ces investissements accrus doivent être axés sur le renforcement et le soutien des systèmes, des réseaux et des capacités des travailleurs locaux, lesquels constituent les premiers intervenants en cas de crise et sont les mieux placés pour venir en aide aux enfants de manière constante, en particulier dans les communautés difficiles d'accès.

Toutes les parties au conflit à remplir leurs obligations fondamentales envers les enfants sur les plans moral et légal, en vertu du droit international humanitaire et relatif aux droits humains. Cet engagement suppose de mettre fin aux attaques perpétrées contre les enfants et les services dont ils sont tributaires ; de respecter les espaces et l'accès humanitaires ; de mettre en œuvre des protocoles spécifiques pour la prise en charge des enfants touchés par les conflits armés ; et de collaborer systématiquement avec les Nations Unies à l'élaboration de plans d'action concrets en vue de mettre un terme aux graves violations des droits de l'enfant.

Par UNICEF

COMMENT LES BRICS PEUVENT-ILS RENVERSER LE DOLLAR?

Vers un système monétaire multipolaire

Alors que le dollar perd du terrain dans les règlements internationaux, des experts prévoient diverses alternatives. Le groupe des BRICS pourrait servir de plateforme et éclipser la monnaie américaine, estime auprès de Sputnik un chercheur chinois.

L'abandon du dollar dans les échanges entre les pays membres des BRICS pourrait devenir l'un des principaux sujets de leur coopération dans les prochaines années. C'est sur cette idée que les Présidents chinois et brésilien se sont axés lors de la visite de ce dernier à Pékin.

Le groupe des BRICS ayant toutes les chances de s'élargir, avec des membres potentiels comme l'Égypte ou encore les Émirats arabes unis, il peut facilement servir d'exemple pour le renoncement au dollar dans les échanges commerciaux. L'autonomie monétaire aidera le Brésil, traditionnellement sous forte influence américaine, à s'en débarrasser, estime auprès de Sputnik Liu Dian, chercheur invité à l'université Fudan.

À cet égard, le Président brésilien appelle les pays en développement à utiliser les monnaies nationales dans leurs règlements réciproques. Cet objectif est conforme à la stratégie chinoise d'utiliser plus activement le yuan dans les opérations commerciales.

Or, "bien que le statut international du dollar soit bousculé, cela ne veut pas dire

qu'il a perdu ses positions de force", observe l'expert. Quelle devise pourrait remplacer le dollar?

Liu Dian n'est donc pas certain qu'une seule nouvelle "supermonnaie" remplace le dollar.

"Le plus probablement, les pays en développement utiliseront leurs propres avantages en croissance économique et en coopération commerciale pour créer un système monétaire multipolaire international".

Si l'influence du yuan est possible sur ce plan, ce système "donnera un nouvel élan au développement de l'économie mondiale en se basant sur la coopération équitable", toujours selon M.Dian.

Le yuan a augmenté ses positions ces derniers mois. Par exemple, selon le China Daily, il représentait 2,19% des paiements mondiaux en février de cette année, contre 1,91% un mois plus tôt.

Pékin et Brasilia ont signé un accord bilatéral sur l'utilisation des monnaies natio-

nales dans les transactions commerciales et la création d'une chambre de compensation pour les règlements en yuans et en reals brésiliens.

En outre, l'Arabie saoudite a conclu un accord avec la Chine pour payer le pétrole en partie en yuans. Les Émirats arabes unis fournissent du GNL à la Chine contre des yuans. Enfin, le premier accord permettant à la France d'acheter du GNL à la Chine contre des yuans a été conclu

Par Sp. Afrique

ZELENSKY / MACRON

DISCUSSION SUR LA CHINE ET UN SOMMET POUR LA PAIX

Le président ukrainien Volodymyr Zelensky a annoncé samedi avoir discuté avec Emmanuel Macron de la visite en Chine de ce dernier, dont les propos récents ont suscité des critiques en Europe et aux États-Unis.

"J'ai eu une conversation de près d'une heure et demie avec le président français Emmanuel Macron (...) Les résultats de la récente visite du président Macron en Chine ont été évoqués", a indiqué Volodymyr Zelensky sur Telegram samedi. Le président français avait suscité un tollé à l'issue de sa visite d'État en Chine en déclarant que l'Europe ne devrait pas automatiquement s'aligner sur les États-Unis ou sur Pékin en cas de conflit à pro-

pos de Taïwan. Il avait ensuite déclaré qu'être "allié" des États-Unis ne voulait pas pour autant dire être "vassal".

La visite d'Emmanuel Macron en Chine avait été dominée par des discussions sur la guerre en Ukraine, Pékin était un proche partenaire de Moscou. Volodymyr Zelensky a aussi affirmé samedi avoir exprimé à Emmanuel Macron sa "gratitude" pour "avoir condamné la terrible exécution inhumaine d'un soldat ukrainien par des criminels de guerre russes".

Cette exécution présumée avait été révélée dans une vidéo virale montrant un individu russophone en uniforme décapiter au couteau une personne qui sem-

blait être un prisonnier de guerre ukrainien, images qui ont provoqué choc et indignation en Ukraine et en Occident. Les autorités russes ont affirmé jeudi examiner ces images pour déterminer leur authenticité.

"Les deux présidents ont évoqué les étapes à venir dans l'organisation d'un sommet pour la paix", a indiqué de son côté la présidence française.

Le président Macron a redit que "la France se tenait aux côtés des juridictions ukrainiennes et internationales pour qu'aucun crime commis dans le cadre de l'agression russe ne reste impuni", selon l'Élysée

Par BFMTV

ACCIDENT DE LA CIRCULATION ROUTIÈRE DEUX MORTS ET DOUZE BLESSÉS À TAMANRASSET

Deux personnes sont mortes et 12 autres ont été blessées, hier, dans un accident de la circulation qui s'est produit à Tamanrasset, selon les services de la Protection civile. Il s'agit d'un véhicule tout-terrain qui s'est renversé en faisant plusieurs tonneaux sur la Route nationale n°01, dans la commune d'Ain

Amguel, wilaya de Tamanrasset. L'accident a fait 2 morts et 12 blessés. Ces derniers ont reçu les premiers soins de secours avant d'être évacués vers les urgences du centre hospitalier local. Les dépouilles mortelles ont été déposées au service mortuaire du même établissement hospitalier.



16

Alger
23°

Constantine
21°

Ouargla
29°

Oran
22°

FADJR 04:33	DOHR 12:47	ASR 16:28	MAGHREB 19:23	ISHA 20:51
----------------	---------------	--------------	------------------	---------------

L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION // MERCREDI 19 AVRIL 2023 // N°540 // PRIX 20 DA

LE MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE L'ANNONCE :

« Le premier prototype de la voiture électrique Made in Algeria est pratiquement prêt »

Le directeur adjoint du Centre de recherche en technologies industrielles (CRTI), Benammar Abdessalem, a indiqué que cette réalisation a été accomplie par de jeunes compétences algériennes qui se sont attelées, dans une première étape, à l'étude et au développement de la structure...



Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, a donné le coup d'envoi du projet de fabrication de la première voiture électrique Made in Algeria par des experts du Centre de recherche en technologies industrielles (CRTI). Lors d'une visite de travail et d'inspection au CRTI à Cheraga, M. Baddari a indiqué que « le premier prototype de la voiture électrique Made in Algeria est pratiquement prêt », soulignant que « l'opération de conception de la

structure, de la batterie et du moteur a été finalisée par de jeunes compétences algériennes ». Il a, à ce propos, ajouté que la date de lancement du prototype finalisé de cette voiture sera fixée dans « les plus brefs délais », mettant en avant le rôle du CRTI qui consiste à « proposer un prototype fini aux entreprises de réalisation et à les accompagner dans l'opération de fabrication de la première voiture électrique 100% algérienne ». M. Baddari s'est félicité des résultats des recherches

scientifiques effectuées par le CRTI, dont la principale vocation est l'innovation, affirmant que ces résultats « ouvrent la voie pour être au diapason des recherches actuelles et du développement, afin de répondre aux besoins nationaux ». Dans le même contexte, le ministre a insisté sur l'impératif de « valoriser les innovations des experts du Centre par les constructeurs lors de la mise sur le marché du produit, en vue d'encourager les compétences algériennes à fournir davantage

d'efforts en vue de consolider la place de la recherche scientifique et de l'innovation technologique ». Le ministre a également insisté sur l'importance « d'associer les start-ups et les étudiants universitaires à la concrétisation de tels projets ». De son côté, le directeur adjoint du Centre de recherche en technologies industrielles (CRTI), Benammar Abdessalem, a indiqué que cette réalisation « a été accomplie par de jeunes compétences algériennes qui se sont attelées, dans une première étape, à l'étude et au développement de la structure, avant d'engager l'opération de montage et de fabrication des petites parties et de la partie mécanique ». Et de préciser que le travail est actuellement en cours pour le développement de la partie électrique à travers la conception d'une batterie au niveau de l'unité de recherche relevant du centre dans la wilaya de Sétif pour l'utiliser directement après la finalisation des autres parties. **Y.B.**

PROGRAMME « PETIT RÉCITANT DU CORAN » D'ADRAR SONATRACH RÉCOMPENSE 400 JEUNES

Le programme de la 3e édition du « Petit récitant du Coran » a pris fin au théâtre de verdure en présence du wali de la wilaya d'Adrar, Larbi Bahlou, des Imams et notables, ainsi que des représentants de la société civile et des entreprises ayant contribué à la réussite de cette manifestation. Cette édition, baptisée du nom du défunt Cheikh El Âlama Sidi a été marquée par le parrainage de plusieurs filiales du Groupe Sonatrach et ayant pour objet d'encourager la génération montante à apprendre et à réciter le Coran, à travers des concours organisés, durant le mois de Ramadhan, dans les mosquées et les zaouïas de la wilaya, considérée comme un réservoir d'enseignants du Coran, ainsi qu'à appuyer les écoles coraniques et contribuer à la préservation et la promotion des valeurs religieuses chez la génération montante au niveau de cette wilaya. **RN**

APN LE PROJET DE RÈGLEMENT INTÉRIEUR EN DÉBAT

Le règlement intérieur de l'Assemblée populaire nationale (APN) est actuellement en débat au sein de la commission des affaires juridiques et administratives et des libertés. Cette dernière est chargée d'élaborer un projet de loi inhérent à ce règlement a convié, lundi dernier, les présidents de six groupes parlementaires pour concertation. Il s'agit des groupes parlementaires du Front de libération nationale (FLN), du Rassemblement national démocratique, du Mouvement de la société pour la paix, du Mouvement El Bina, du Parti El Moustakbel et des indépendants. « Nous avons exposé les grandes lignes de ce règlement intérieur aux présidents des groupes parlementaires pour qu'ils prennent connaissance de son contenu, avant d'élaborer un document contenant les différentes expériences parlementaires en la matière qui nous servira de base de travail », note le vice-président de la commission juridique, Amar Dora, selon lequel « la commission a aussi pris note des remarques des députés pour nous permettre d'élaborer un projet consensuel ». Ce règlement intérieur fera, par la suite, l'objet de débats autrement plus intenses et approfondis à partir du 2 mai prochain durant un minimum de 10 séances. « Après l'Aïd, durant ces 10 séances, nous inviterons des experts pour passer en revue l'ensemble des articles de ce règlement », précise-t-il, avant d'élaborer le document final de ce texte de loi. **Y.B.**

SAHARA OCCIDENTAL

Réunion du Conseil de sécurité sur fond de poursuite de la guerre

Le Conseil de sécurité doit discuter, aujourd'hui, de la situation au Sahara occidental occupé, dans un contexte marqué par la poursuite des hostilités entre le Maroc et le Front Polisario qui célèbre cette année le 50^e anniversaire de sa création. Ce rendez-vous (à huis clos) sera l'occasion pour les membres d'entendre un rapport de l'envoyé personnel du secrétaire général de l'ONU pour le Sahara occidental, Staffan de Mistura, et du chef de la mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum d'autodétermination au Sahara occidental (MINURSO), Alexan-

der Ivanko, sur la situation actuelle dans les territoires sahraouis occupés par le Maroc. La situation des droits de l'homme dans les territoires sahraouis occupés est un sujet de préoccupation. Le rapport du secrétaire général du 3 octobre 2022 note que le Haut-Commissariat aux droits de l'homme de l'ONU (HCDH) n'a pu effectuer aucune visite au Sahara occidental pour la septième année. Le rapport ajoute que le HCDH continue de recevoir des allégations de violations des droits de l'homme au Sahara occidental commises par les forces d'occupation marocaines. Le

briefing semestriel de De Mistura intervient alors que la guerre bat son plein au Sahara occidental occupé, suite à la violation par l'armée marocaine, en novembre 2020, de l'accord de cessez-le-feu, en ciblant des civils sahraouis sans défense dans la zone tampon à El-Guerguerat. La réunion du Conseil de sécurité sur le Sahara occidental intervient également alors que le Front pour la libération de la Saguia el-Hamra et du Rio de Oro (Front Polisario) célèbre le 10 mai prochain, le 50^e anniversaire de sa création. **Y.B.**

SAISON ESTIVALE

Des camps de toile pour les enfants de la diaspora

Le ministère de la Jeunesse et des Sports organisera pour la première fois des camps de toile pour les enfants de la communauté nationale à l'étranger, une décision prise à l'issue d'une réunion tenue hier au siège du ministère sous la présidence du ministre de la Jeunesse et des Sports Abderrahmane

Hammad. Selon le communiqué du ministère, ces camps seront organisés en coordination avec « nos représentations diplomatiques à l'étranger et la Grande Mosquée de Paris ». La réunion a également abordé les préparatifs liés aux centres de vacances et de loisirs en direction des enfants issus des wilaya

du Sud et des Hauts Plateaux pour l'année 2023. A cet égard, le ministre a donné plusieurs instructions pour la réussite de ce processus, la plus importante d'entre elles étant la digitalisation du processus de gestion des centres de vacances (sélection, certification, données...). **R.N.**